



HAL
open science

Le paradoxe de la social-démocratie : l'exemple des États-Unis

Robert Brenner, Fabien Tarrit

► **To cite this version:**

Robert Brenner, Fabien Tarrit. Le paradoxe de la social-démocratie : l'exemple des États-Unis. 2015. ⟨hal-02021460⟩

HAL Id: hal-02021460

<https://hal.science/hal-02021460v1>

Submitted on 18 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Le paradoxe de la social-démocratie : l'exemple des États-Unis

Robert Brenner (traduit par Fabien Tarrit)

L'apparente solidité de la campagne de Bernie Sanders pour la nomination démocrate et le mouvement de l'opinion vers la gauche, en particulier parmi les jeunes Américains, posent la question de la perspective d'un tournant social-démocrate dans la politique américaine. Dans un essai paru pour la première fois dans The Year Left: An American Socialist Yearbook (1985), Robert Brenner propose une analyse détaillée et fort instructive sur la possibilité de réaliser les objectifs sociaux-démocrates avec le Parti démocrate, et il dresse un panorama des forces qui paralysent la réforme du capitalisme américain.

Brenner est l'auteur de plusieurs contributions importantes sur l'économie mondiale, notamment The Boom and the Bubble, Merchants and Revolution et The Economics of Global Turbulence.

I. Une nouvelle social-démocratie?

Il y a bien longtemps – à l'ère paléolithique de la nouvelle gauche, à la fin des années 1960 – quelques radicaux vigoureux auraient préféré mourir plutôt qu'être au Parti démocrate. C'était l'époque des mouvements étudiants et anti-impérialistes, des SDS^a ; des mouvements activistes noirs, du SNCC^b, du *Black Panther Party*, de la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires^c ; des mouvements émergents des ouvriers de l'industrie et des services publics. À cette époque, cette politique se pratiquait exclusivement dans les rues et par l'action directe de masse. « Le pouvoir au peuple » ne signifiait absolument pas « un bout de chemin avec RFK [Robert Francis Kennedy] ». Le Parti démocrate était considéré comme fortement lié à l'impérialisme américain, comme en témoigne la guerre de LBJ [Lyndon Baines Johnson] au Viêt Nam, sans parler de la bombe A d'Harry Truman sur Hiroshima ou de sa Guerre froide, ni de la Baie des cochons de Kennedy. En outre, malgré le fait que la majorité des travailleurs, des Noirs et des pauvres votaient vraiment pour le Parti démocrate, il était considéré comme clairement pro-capitaliste, anti-ouvrier et anti-Noirs. Ni les travailleurs ni les Noirs ne contrôlaient le Parti démocrate, pas plus qu'ils n'y participaient. De la sorte, pour les radicaux des années 1960, il n'est pas surprenant que le Parti n'ait jamais cherché à abroger la loi Taft-Hartley brutalement anti-ouvrière^d, qu'il ait refusé d'accueillir le Parti démocrate du Mississippi pour la liberté^e à sa convention de 1964 à la place de la délégation officielle tout-à-fait ségrégationniste, et que la présidence Kennedy n'ait pas réalisé le moindre progrès en termes de législation sociale.

De fait, une des leçons assimilées par la nouvelle gauche, au moins de manière superficielle, avec ses notions assez imprécises de libéralisme d'entreprise et de démocratie participative, est que pour mettre en œuvre leurs propres programmes, on ne pouvait jamais compter sur la bureaucratie ouvrière, sur les politiciens de parti, sur les employés qualifiés des services et sur la petite-bourgeoisie noire, qui formaient le noyau dur du réformisme officiel. Livrés à eux-mêmes, ils trouveraient le moyen de parvenir à un compromis avec « le pouvoir en place ». La première génération de la nouvelle gauche a grandi avec le slogan assez direct « ne faites jamais confiance à un libéral », et leurs successeurs ne renoncèrent jamais à cette règle. Par conséquent, la nouvelle gauche ne pouvait être efficace, à leurs yeux, qu'en restant indépendante, en termes organisationnels et politiques, des forces du réformisme officiel, qu'en s'appuyant sur l'action

^a Étudiants pour une société démocratique [*Students for a Democratic Society*] [NdT].

^b Comité de coordination étudiant non-violent [*Student Nonviolent Coordinating Committee*] [NdT].

^c Formé à la fin des années 1960, ce groupe associait marxisme et lutte d'émancipation des Noirs [NdT].

^d Outre qu'elle obligeait les dirigeants syndicaux à prêter serment de non-communisme, elle limitait drastiquement le droit de grève. Elle fut déclarée anticonstitutionnelle en 1965 [NdT].

^e Créé en 1964 dans le cadre du mouvement pour les droits civiques, ce parti comprenant des Noirs et des Blancs et contestait, notamment en raison de la discrimination raciale, la légitimité du Parti démocrate [NdT].

militante directe pour imposer des réformes de l'extérieur, et sur une forme de démocratie directe au sein des mouvements qui soit antagonique aux forces bureaucratiques (ouvrières et noires) qui dominaient le Parti démocrate et les institutions officielles du libéralisme.

Aujourd'hui rien de fondamental n'a changé dans le Parti démocrate depuis les années 1960. Or, sur la plupart des autres aspects, nous vivons dans un monde politique différent. Surtout, les mouvements d'action directe de masse qui ont rendu des réformes possibles et ont fourni, pour ainsi dire, la base matérielle au développement d'organisations et d'idées radicales, ont subi depuis plus de dix ans un terrible déclin. Avec l'approfondissement de la crise de l'économie internationale, avec le déclin durable de l'industrie américaine et avec l'offensive de plus en plus violente des employeurs contre tous les secteurs de la classe ouvrière et des pauvres, le déclin des mouvements constitue le facteur décisif pour déterminer l'univers politique de la gauche. Les mouvements militants de masse qui, dans les années 1960 et 1970, ont poussé des centaines de milliers de personnes à faire grève, à manifester, à occuper les usines, étaient les seules réelles sources de pouvoir pour la gauche, et elles le sont toujours. Ces mouvements fournissent la condition *nécessaire* pour réellement obtenir des réformes et pour imposer des politiques au gouvernement – surtout dans une période de contraction économique comme celle que nous traversons. Ils fournissent ainsi la condition déterminante pour rendre réalistes les perspectives de gauche et, de la sorte, le fondement nécessaire pour gagner la population à une conception de gauche. Il est vrai qu'en général les personnes restent pas attachées à une perspective politique – quelle que soit sa rigueur empirique ou logique – s'ils ne peuvent pas concevoir une possibilité immédiate de la mettre en pratique. Ainsi le déclin des mouvements d'action directe de masse pendant de nombreuses années, et en particulier l'effondrement des organisations ouvrières de masse, est la raison primordiale du désarroi de la gauche, tout autant que du libéralisme, et il favorise une grande confusion.

Incapable de remettre les mouvements de masse à l'ordre du jour, la majorité des personnes de gauche aux États-Unis ont, depuis plus de dix ans, recherché sans relâche des *substituts*, des nouvelles actions sociales et des nouvelles stratégies politiques. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, la gauche – et personne d'autre dans la société – a été traversée par vaste engagement en faveur d'une évolution vers une « nouvelle social-démocratie ». Fin 1978, Doug Fraser, président de l'UAW [*United Auto Workers*], un soi-disant socialiste, révéla qu'une « guerre de classe inégale » est en cours contre la classe ouvrière américaine. Il se retira par la suite du Groupe de conseil en gestion du travail [*Labor Management Advisory Board*] (dont la fonction explicite était réellement de gérer le travail) de John T. Dunlop, Secrétaire au travail, et il convoqua l'« Alliance progressiste », une nouvelle organisation regroupant plusieurs acteurs et ouvertement désignée pour « faire revivre l'esprit de Selma^f et des grèves spontanées », pour soutenir les efforts d'organisation à la base et pour regrouper les mouvements disparates. L'« Alliance progressiste » attira à sa première réunion un nombre important de responsables libéraux et sociaux-démocrates de groupes de femmes, de Noirs, de défense de l'environnement et de consommateurs, ainsi que de syndicats¹. Peu après, le Nouveau mouvement américain [*New American Movement*] (NAM), la dernière rescapée de la nouvelle gauche, fusionnait avec le Comité organisationnel socialiste démocrate [*Democratic Socialist Organizing Committee*] (DSOC), l'organisation sociale-démocrate officielle aux États-Unis, membre de la Deuxième Internationale, en vue de former les Socialistes démocrates d'Amérique [*Democratic Socialists of America*] (DSA). Dans le même temps, depuis les années 1970, l'immense majorité de ceux qui avaient survécu aux mouvements noirs des années 1960 s'étaient réfugiés dans un électoralisme déterminé, dans l'objectif d'obtenir des fonctions-clé dans les villes, à la fois au nord et au sud. En 1984, Manning Marable, un écrivain noir célèbre et cadre national des DSA, célébrait cette évolution qu'il concevait, elle aussi, comme une nouvelle

^f Selma, Alabama, fut le théâtre d'un épisode majeur du mouvement des droits civiques [NdT].

¹ Stan Weir « Doug Fraser's Middle Class Coalition », *Radical America*, janvier-février 1989, pp. 19-29.

« social-démocratie » (noire)². De fait, en 1984, comme on pouvait le prévoir, toutes les branches de cette nouvelle social-démocratie avaient trouvé refuge dans le Parti démocrate. La quasi-totalité de la gauche américaine, quelle que soit la manière dont elle se manifeste, participa à l'élection de 1984 en soutien aux candidats du Parti démocrate. Tout au long de l'année de l'élection, les efforts des organisations de gauche furent quasi-exclusivement concentrés sur la campagne de Jesse Jackson pour la présidence.

Sans surprise, les partisans de cette stratégie de la nouvelle social-démocratie justifiaient leur approche en termes de retour au réalisme. « Nous étions d'ultragauche », affirment les anciens maoïstes qui, ayant renoncé au « Nouveau mouvement communiste », s'emparèrent des campagnes d'Harold Washington et de Jesse Jackson. « Nous devons quitter le bac à sable pour le monde réel », affirment les anciens partisans de la *realpolitik* au PC qui ont rejoint les DSA afin de réaliser plus efficacement la vieille ligne de front populaire dans le Parti démocrate. En gros, tout ce que cela signifie est que si vous voulez être pragmatique vous devez être lié au Parti démocrate, puisque c'est là où se déroule l'action.

Les partisans d'un travail au sein et en faveur du Parti démocrate affirment alors que, parce que le Parti est historiquement *le* parti des mouvements de masse et *le* parti de la réforme – et il l'est aujourd'hui –, il doit être le principal vecteur du combat de gauche. Ces progressistes soulignent qu'en général une majorité des travailleurs, des Noirs et des autres groupes opprimés votent encore démocrate aujourd'hui, mais ils sont incapables de distinguer la démarche passive, privée et individualiste du vote de la démarche active, collective et vivifiante consistant à s'organiser pour se confronter aux employeurs ou au gouvernement. Les progressistes qui sont partisans du Parti démocrate remarquent également, à juste titre, que les syndicats, les organisations noires officielles et les organisations officielles de femmes constituent l'épine dorsale du Parti démocrate. En revanche, ils ne parviennent à faire distinguer les intérêts des éléments bureaucratiques et de la classe moyenne, qui dominent ces organisations et qui les représentent au sein du Parti démocrate, des intérêts bien différents des éléments ouvriers de la base, qui constituent l'essentiel des membres de ces organisations mais ne jouent fondamentalement aucun rôle actif dans le Parti démocrate. En outre, les nouveaux sociaux-démocrates soulignent que les objectifs des programmes des dirigeants de « gauche » du Parti démocrate, des politiciens noirs et des dirigeants de syndicats sont en général à l'extrême gauche du paysage politique américain aujourd'hui, et que ces programmes, s'ils sont mis en œuvre, constitueraient un immense progrès pour le peuple américain. Or ils sont incapables de distinguer le discours de l'action, ce qui est sur le papier et ce qui est mis en œuvre. Ils ignorent tout simplement la profonde incapacité non seulement des majorités démocrates au Congrès mais aussi des gouvernements pleinement sociaux-démocrates de par le monde, à imposer des réformes au capital tout au long de la période de crise qui a démarré au début des années 1970. Ils ne reconnaissent pas non plus dans quelle mesure ces partis, lorsqu'ils étaient au pouvoir, étaient entièrement acquis à l'austérité et favorables aux attaques contre la classe ouvrière. Enfin, ceux qui souhaitent reconstruire la social-démocratie aux États-Unis soulignent que la social-démocratie en général, et le Parti démocrate en particulier, est apparue comme le « moteur » des grandes vagues de réforme qui ont périodiquement secoué les pays capitalistes avancés. En revanche, ils ne parviennent pas à distinguer les législateurs immédiats des réformes et les organisateurs des offensives politiques de masse qui ont effectivement rendu possible une mise en œuvre législative de ces réformes. Typiquement, et c'est un désastre, ils négligent les mouvements de masse tumultueux qui ont transformé bon gré mal gré en agents du changement politique et social ceux qui étaient jusqu'alors des politiciens réformistes paresseux.

II. Le paradoxe de la social-démocratie

² Voir « The Paradox of Reform: Black Politics and the Democratic Party », *Southern Exposure*, 12, février 1984, pp. 23-24 ; « The Left in the 80s », *Changes*, mars-avril 1984.

Le fait est que la majeure partie de la gauche américaine, comme de la gauche dans le monde entier, reste paralysée par la passivité de la base massive de la social-démocratie, par ses plateformes de gauche et par son association historique avec la réforme. C'est pourquoi elle refuse de prendre la démocratie sociale au sérieux, comme un phénomène social et historique spécifique, qui représente des forces sociales spécifiques et qui, par conséquent, propose des théories et stratégies politiques spécifiques et, de la sorte, manifeste au sein du capitalisme une dynamique politique reconnaissable. Depuis la fin du dix-neuvième siècle l'évolution de la social-démocratie se distingue par un paradoxe typique. D'une part son développement a toujours dépendu des bouillonnantes luttes de masse de la classe ouvrière, celles-là mêmes qui ont fourni à la fois la force qui a permis de conquérir des réformes majeures, et la source de l'émergence d'organisations et d'une idéologie d'extrême-gauche. Le développement de l'auto-organisation, du pouvoir et de la conscience politique de la classe ouvrière, qui en retour dépend de l'action de masse de cette classe, fournit *la* condition nécessaire du succès du réformisme tout comme de l'extrême-gauche. D'autre part, dans la mesure où la social-démocratie est parvenue à se consolider en termes organisationnels, ses principaux représentants – issus des rangs des cadres syndicaux, des politiciens parlementaires et des directions petites-bourgeoises des organisations de masse des opprimés – ont inévitablement cherché à mettre en œuvre des politiques reflétant *leurs propres* intérêts et leurs positions sociales spécifiques – des positions qui sont *séparées de* celles de la classe ouvrières, et des intérêts qui sont fondamentalement *opposés* à ceux de la classe ouvrière. En particulier, ils cherchent à obtenir et à conserver, à la fois pour eux et pour leurs organisations, une place en sécurité dans la société capitaliste. Pour d'obtenir cette sécurité il a fallu que les représentants officiels des organisations sociales-démocrates et réformistes cherchent au minimum la tolérance implicite du capital et idéalement sa reconnaissance explicite. Ils ont de la sorte été amenés, toujours et partout, non seulement à renoncer au socialisme comme fin et à la révolution comme moyen mais au-delà à contenir, et parfois à réellement écraser les soulèvements ouvriers de masse dont la dynamique menait à de plus larges formes d'organisations et de solidarité ouvrières, à des attaques plus puissantes contre le capital et contre l'État capitaliste, à la constitution du peuple travailleur en tant que classe consciente, et parfois à l'adoption massive de perspectives socialistes et révolutionnaires à grande échelle. Ils ont agi ainsi, malgré le fait que ce sont précisément ces mouvements qui leur ont permis d'émerger, qui les ont soutenus au pouvoir, et qui constituent la seule garantie possible de leur maintien, dans un capitalisme divisé en classes et porteur de crise. La conséquence paradoxale est que, dans la mesure où les représentants officiels du réformisme en général et des partis sociaux-démocrates en particulier sont libres de mettre en œuvre leurs perspectives, stratégies et tactiques particulières, ils ont systématiquement sapé le fondement de leur maintien, jetant les bases de leur propre dissolution.

Pour ces raisons, même les plus résolus à promouvoir l'émergence d'un nouveau réformisme sont confrontés à une perspective pour le moins ironique. Dans la mesure où ils souhaitent créer une social-démocratie solide, ils devront maintenir leur *indépendance* politique et organisationnelle face à ceux qui représentent réellement la social-démocratie, et en fait *s'opposer* systématiquement à eux. Par ailleurs, dans la mesure où ils finissent, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, par fusionner avec les forces officielles du réformisme, ils seront affaiblis dans la perspective de mettre en œuvre ce qui est clairement la tâche principale (et fort impressionnante) de ceux qui souhaitent mettre en œuvre *une* perspective de gauche : reconstruire la capacité de lutte, l'organisation et la conscience politique de gauche de la classe ouvrière et des peuples opprimés. En fait, dans la mesure où les promoteurs d'une nouvelle social-démocratie se limitent au réformisme déjà existant – ses organisations, directions, stratégies et idées spécifiques – ils contribueront, peut-être à leur insu, à un nouvel affaiblissement des formes collectives de classe destinées à défendre les intérêts des travailleurs, et de la sorte ils encourageront l'adoption, pour satisfaire les intérêts des travailleurs, des modes individualistes, la collaboration de classe, ce qui ouvre très clairement la voie à la droite.

Rien de tout cela n'est de la simple logique, ni de l'histoire ancienne. Il est remarquable que ce soit au lendemain immédiat d'une longue succession d'expériences de social-démocratie en Europe, qui

se sont avérées catastrophiques pour toute la gauche, que la gauche américaine concrétise sa propre tendance vers des politiques sociales-démocrates. Vers le milieu des années 1970, dans la majorité des pays d'Europe, les partis sociaux-démocrates et communistes sont parvenus à détourner les énergies des mouvements ouvriers et étudiants de masse de la précédente décennie vers l'arène parlementaire-électorale et, à partir de là, ils ont réussi à obtenir pour eux-mêmes des positions de pouvoir politique pratiquement sans précédent. Dans la même période, la quasi-totalité de ces personnes de gauche qui, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, avaient construit, à partir de ces mouvements de masse, une gauche extra-parlementaire petite mais significative, sont entrés *en masse* dans les partis eurocommunistes et eurosocialistes revitalisés et reconstruits. Quelle fut leur justification pour ce tournant ? Précisément la même que celle invoquée par les nouveaux sociaux-démocrates américains : intégrer ces organisations semble pour eux le meilleur moyen de s'associer avec les travailleurs, de lutter efficacement pour des réformes et de reconstruire des mouvements de masse.

Les résultats sont à présent évidents aux yeux de tous. À part en Italie, les partis communistes ont subi un lourd déclin, probablement irréversible, les classes ouvrières ne voyant pas la nécessité d'avoir deux partis réformistes et préférant soutenir l'officiel. Bien plus important encore, au Portugal, en Espagne, et surtout en France, des partis travaillistes et socialistes ont obtenu des victoires électorales-parlementaires fracassantes et ont accédé au « pouvoir ». Dans chaque cas, ces campagnes et victoires électorales ont eu lieu dans un contexte de *déclin* inquiétant de l'organisation de la classe ouvrière – en effet, toutefois comme des *substituts* plus ou moins explicites à l'action de la classe ouvrière, la majeure partie de la gauche tenait à les interpréter comme des mouvements de masse en soi et, par conséquent comme des triomphes pour la classe ouvrière. Quel fut le résultat ? À chaque fois, faute de mouvement de masse indépendant pour « s'assurer de leur honnêteté », les gouvernements travaillistes et socialistes firent usage de leur autorité fraîchement acquise pour « restructurer » leurs capitalismes nationaux afin de favoriser la compétitivité internationale. Ils ont ainsi imposé à la classe ouvrière des politiques d'austérité bien plus brutales et plus profondes que celles de leurs prédécesseurs conservateurs, et ils ont encore affaibli les principes organisations de défense des travailleurs, en particulier les syndicats. L'hégémonie sociale-démocrate n'eut pas pour conséquence une nouvelle période de réformes, ni une ouverture à gauche. Au contraire, la restructuration capitaliste sous la social-démocratie a généré, de mémoire, une vaste démoralisation politique de la classe ouvrière et un discrédit dévastateur des idées socialistes et marxistes. Sans surprise, la conséquence à moyen terme fut d'insuffler une nouvelle dynamique, éclatante, aux perspectives politiques de droite depuis longtemps discréditées, de préparer non seulement la renaissance des formes les plus agressives de l'idéologie de la libre entreprise mais également l'émergence d'un crypto-fascisme dynamique – surtout, et ce n'est pas un hasard, dans la France socialiste. Ainsi, une fois de plus, toujours cette dynamique paradoxale mais prévisible : en l'absence de mouvements de masse pour dégager une force matérielle indépendante en faveur de la réforme et du développement des idées de gauche, les victoires les plus déterminantes de la social-démocratie ont en définitive conduit à l'affaiblissement le plus décisif des perspectives, organisations et mouvements sociaux-démocrates en Europe depuis les années 1950, et ce malgré l'approfondissement d'une crise économique capitaliste durable qui fut responsable des niveaux de chômage les plus élevés et des souffrances les plus terribles pour la classe ouvrière depuis les années 1930.

III. La dynamique du réformisme

Activité, pouvoir, conscience

Il est certainement assez courant à gauche d'affirmer que la condition nécessaire pour engager la reconstruction de l'organisation, du pouvoir et de la conscience politique de la classe ouvrière est le développement d'une action directe massive des travailleurs contre les employeurs et contre le

gouvernement, dans les usines et dans les bureaux, aussi bien que dans la rue. C'est la raison pour laquelle, en règle générale, ce n'est que lorsque les travailleurs ont *de fait* brisé leur propre passivité, ont créé de nouvelles formes de solidarité et, sur cette base, accumulé la puissance nécessaire pour affronter le capital, que les objectifs de réforme et de révolution, *fondés sur* une action collective, de classe, peuvent apparaître comme réellement pertinents et pragmatiques. En l'absence de solidarité de classe et de pouvoir collectif, les travailleurs sont réduits à l'« autre versant » de « ce qu'ils sont réellement dans le capitalisme », à savoir des vendeurs de marchandises, en particulier leur force de travail. Si les personnes ne peuvent pas, *de fait*, lutter pour défendre leurs intérêts à travers des organisations et des stratégies de classe, ils jugeront qu'il n'a pas de sens de traiter le monde social, ses institutions et ses équilibres de pouvoir, autrement que comme étant *donnés*, et ils défendront leurs intérêts en élaborant les stratégies individualistes et de collaboration de classe qui leur permettront de s'inscrire au mieux dans la lutte concurrentielle entre vendeurs de marchandises.

En raison de la profonde interdépendance entre l'action collective, le pouvoir social, l'efficacité politique et la conscience politique, il apparaît que des changements brusques et importants dans la lutte de la classe ouvrière ont eu tendance à représenter la condition pour des transformations politiques significatives – le début d'importantes vagues de réforme, la transition du syndicalisme artisanal au syndicalisme industriel, le développement de partis sociaux-démocrates de masse... En même temps, parce que les stratégies de classe tendent à *dépendre de* la mobilisation collective du pouvoir social, les travailleurs et les groupes opprimés sont normalement confrontés à un dilemme classique : sans une organisation et un potentiel significatifs, il paraît suicidaire d'engager une action collective ; cependant, sans un niveau important d'action collective, il n'est pas possible d'accumuler l'organisation et le potentiel, ni de développer une conscience. On comprend que même l'intervention idéologique et organisationnelle de socialistes est souvent inutile pour vraiment rompre ce dilemme. Ainsi, Rosa Luxemburg a bien compris qu'à l'échelle historique, « l'inconscient précède le conscient ». Son analyse classique du phénomène des grèves de masse saisit la dynamique psychologique des mouvements de masse de la classe ouvrière : « Mais cette première lutte générale et directe des classes déclencha une réaction... [qui] éveillait pour la première fois... le sentiment et la conscience de classe... Cet éveil de la conscience de classe se manifesta immédiatement de la manière suivante : une masse de millions de prolétaires découvre tout à coup, avec un sentiment d'acuité insupportable, le caractère intolérable de son existence sociale et économique, dont elle subissait l'esclavage depuis des décennies ». Ainsi, « au moment où commence une période de grèves de masse de grande envergure, toutes les prévisions et tous les calculs des frais [qui ont précédemment découragé les initiatives de la classe ouvrière] sont aussi vains que la prétention de vider l'Océan avec un verre d'eau »³. Rosa Luxemburg explique ensuite que le résultat potentiel est non seulement l'émergence de formes d'organisation sans précédent, impliquant des couches précédemment inorganisées, et dotées de nouvelles revendications, mais aussi des confrontations conscientes des travailleurs avec le capital et avec l'État, et une fois de plus la mise du socialisme à l'ordre du jour.

Une fois en lutte, le peuple peut donner du sens à des stratégies – jusqu'à présent inappropriées – qui nécessitent l'action collective de la classe ouvrière, ainsi que des objectifs – jusqu'alors utopiques – qui ont besoin la puissance de la classe ouvrière. La victoire est concevable il est raisonnable de faire le nécessaire pour gagner : violer la loi et affronter l'État, ainsi que développer de nouvelles formes de liens sociaux avec « des forces sociales extérieures – entre organisés et non organisés, entre employés et chômeurs, entre Noirs et Blancs. Parallèlement, lorsque l'action collective conduit au pouvoir collectif, il a du sens d'envisager de vastes programmes de réforme qui ne parvenaient pas jusqu'à présent à inciter à l'action. En d'autres termes, c'est avec le processus par lequel ils se constituent réellement en classe pour lutter que les travailleurs parviennent à concevoir les notions interdépendantes de société divisée en classes, de stratégie de lutte de classes et à envisager l'objectif du socialisme comme une perspective raisonnable.

³ « Grève de masses, parti et syndicat », 1906.

Le réformisme, une idéologie de la classe ouvrière

Naturellement, les périodes d'activité de masse sont limitées dans le temps. Même si les syndicats, les partis sociaux-démocrates et les groupes révolutionnaires, de même que les organisations de masse des peuples opprimés, tendent à se construire lors de points culminants de la lutte, ils doivent poursuivre leur activité durant de longues périodes dans un environnement où les niveaux d'activité de la classe ouvrière sont relativement faibles. Il est vrai que la nature de l'activité de la classe ouvrière pendant des périodes « normales » est contraire à son activité pendant des périodes de soulèvement de masse. De par sa propre nature, elle est d'une portée très limitée : les partis politiques de masse modèrent leur rhétorique de classe, les syndicats organisent les ouvriers d'une entreprise, d'un artisanat ou d'une industrie en particulier, les militants de terrain ne peuvent attirer qu'une faible proportion de leurs collègues. En règle générale, les tentatives d'élargir les luttes au-delà d'un champ étroit ne rencontrent pas beaucoup de succès. Durant ces périodes de recul, l'aspect minoritaire et restreint de l'activité de la classe ouvrière se présente comme son caractère naturel et permanent. De la sorte, il tend à constituer la base matérielle, le point de départ, pour la formation de la conscience politique de la classe ouvrière. Les offensives de classe contre les pouvoirs des capitalistes, sans parler de la transition au socialisme, ne sont pas à l'ordre du jour. Par conséquent, une majorité de travailleurs parviennent à la conclusion qu'ils doivent accepter comme données les règles fondamentales du système capitaliste – en particulier l'exigence de profitabilité capitaliste comme socle du fonctionnement du système. C'est le caractère apparemment incontestable de la propriété capitaliste et de l'État capitaliste qui constitue la condition nécessaire, même si elle est *insuffisante*, pour une large acceptation du réformisme au sein de la classe ouvrière – à savoir la vision du monde et la stratégie pour l'action qui non seulement prend le système capitaliste de propriété comme donné, mais affirme également que la classe ouvrière y a un intérêt particulier, essentiellement le « droit » de s'approprier une « part équitable » du produit total. Réciproquement, parce qu'elle tend à se renforcer dans des périodes où l'organisation de la classe ouvrière est relativement faible, la perspective réformiste est presque inévitablement associée à des stratégies de réforme qui exigent une mobilisation minimale de la classe ouvrière – des actions de grève routinières (souvent symboliques), des négociations collectives institutionnalisées et surtout la voie électorale. Incapables de mener la lutte de classes jusqu'au bout, les travailleurs cherchent des méthodes *alternatives* pour défendre leurs intérêts.

Cependant, le réformisme, comme toute autre vision du monde, ne peut faire l'objet d'une acceptation générale qu'à condition de fournir le socle pour une action réussie. Ainsi, même avec un minimum d'organisation de la classe ouvrière, le réformisme tend à être très attractif pendant les périodes de prospérité car alors la menace d'une résistance, même limitée, de la classe ouvrière, – symbolisée par la détermination à faire grève, ou par une victoire électorale – donne vraiment lieu à des concessions de la part du capital. Dans la mesure où remplir les carnets de commandes et développer la production sont leurs principales priorités pendant l'expansion, les capitalistes tendront à considérer qu'il est dans leur intérêt de maintenir et d'accroître la production, même quand cela implique d'accorder des concessions aux ouvriers, si l'alternative est d'avoir à faire face à une grève ou à d'autres formes de dislocation sociale. En fait, lorsque l'économie est en expansion, la concurrence pousse presque toujours le prix du travail vers le haut, quoi que fasse le travail, et cela donne une apparence d'efficacité aux organisations ouvrières, ainsi qu'à la perspective réformiste, même si en réalité elles sont assez faibles. En revanche, pendant les périodes de contraction économique et de chute des profits, la première priorité des capitalistes est d'augmenter la compétitivité, dans un contexte de marchés stagnants. Puisque l'amélioration de la compétitivité dépend de la réduction des coûts, les employeurs préféreront souvent devoir affronter une longue grève ou une agitation sociale s'ils pensent pouvoir obtenir des réductions significatives du coût du travail. De plus, le fait même que les profits capitalistes se réduisent offre au capital une arme redoutable dans des périodes de mauvaise conjoncture. Dans la mesure où les profits sont la seule

catégorie de revenu dont on peut supposer qu'ils permettront le retour à l'augmentation de la production et à la hausse de l'emploi, il sera difficile même pour les ouvriers de nier que la part des capitalistes, bien plus que toutes les autres, doit être protégée au moment où le potentiel économique se réduit (par la logique implacable de l'arithmétique), et où la classe ouvrière doit se préparer à faire des sacrifices. *Toutes choses égales par ailleurs*, les baisses de la profitabilité et des perspectives commerciales générales tendent *en soi* à accroître le pouvoir du capital sur le travail. Ainsi, dans des conditions de crise économique, à moins qu'une explosion des luttes ouvrières soit en mesure de transformer radicalement leur niveau d'organisation, de puissance et de conscience, les idées réformistes seront pour les travailleurs de moins en moins pertinentes et de moins en moins attirantes. Dans la mesure où les stratégies nécessitant une action de classe contre le capital semblent impossibles à mettre en œuvre, il apparaîtra de plus en plus raisonnable pour les travailleurs de se tourner vers des stratégies individualistes, des stratégies de collaboration de classe, et ils défendront les théories pro-capitalistes, de droite, qui donnent sens à ces stratégies.

Le réformisme, idéologie d'une couche sociale spécifique distincte de la classe ouvrière

Lorsque l'intensité des luttes est faible ou se réduit, et où l'activité de la classe ouvrière est minoritaire, toute organisation ouvrière, ainsi que sa direction— syndicat, parti politique ou quoi que ce soit — sera contrainte à un certain nombre de compromis avec le capital et elle devra renoncer, pour le moment, à certains objectifs programmatiques et à certaines options stratégiques. Agir autrement reviendrait à ignorer l'équilibre réel des forces et à impliquer une défaite suicidaire. Reconnaître cette réalité — qui dans certaines périodes est la réalité dominante — représente le point de départ décisif pour ceux qui militent en faveur de la construction d'une nouvelle social-démocratie à la fois en intégrant les organisations réformistes et en fusionnant avec les forces réformistes. Les nouveaux sociaux-démocrates considèrent que les perspectives et les stratégies conservatrices des organisations réformistes officielles et de leurs directions *ne font que refléter* l'équilibre provisoire des forces de classe et la conscience politique dominante à un moment donné. Leur conclusion logique est qu'ils doivent intégrer ces organisations afin de les construire puisque, selon leurs hypothèses, lorsque l'activité de la classe ouvrière se renforcera de nouveau et que de nouvelles stratégies et de nouvelles idées deviendront plus appropriées, ces organisations et leurs directions ajusteront plus ou moins naturellement leurs perspectives vers une orientation plus radicale.

Toutefois la position selon laquelle les limites politiques des actuelles organisations réformistes et de leurs directions ne sont qu'un reflet des limites politiques des militants de base de ces organisations est partielle et profondément trompeuse. Il se trouve en effet qu'elle ne tient pas suffisamment compte de ces forces sociales modernes décisives qui constituent la base sociale *permanente* des institutions et des idées réformistes, qui donnent au réformisme son aspect *rigoureux*, et qui lui fournissent ses principales sources de créativité — *i.e.* les cadres syndicaux, les politiciens parlementaires et les directions petites-bourgeoises des organisations d'opprimés. Toute stratégie politique visant à revitaliser la démocratie sociale de l'intérieur doit tenir compte de ces éléments. Reste que, de toute évidence, les représentants officiels des organisations réformistes dépendent réellement, pour leur existence même, de la création de ces organisations, qui ont presque toujours puisé leurs origines dans les luttes militantes de masse. De plus, lorsque la lutte de classe perd de son intensité, les directions réformistes tendent à adopter des alternatives politiques et stratégiques qui paraissent assez proches de celles adoptées par la majorité de la classe ouvrière, compte tenu des circonstances. Toutefois le point de vue réformiste n'a pas les mêmes causes ni la même signification pour la bureaucratie réformiste que pour les travailleurs du rang. La majorité des travailleurs adhèrent *de manière temporaire* aux perspectives réformistes, dans des conditions où les luttes sont affaiblies et où l'organisation est minoritaire, ils croient que ces perspectives sont les meilleures sur lesquelles ils peuvent agir en étant réalistes. En revanche, c'est de manière *permanente* que les représentants officiels des organisations réformistes tendent à s'en tenir à soutenir un point de vue

politique réformiste. En constituant une *couche sociale distincte* avec des intérêts spécifiques assez différents de ceux de la masse de la classe ouvrière, l'adhésion de ces catégories au réformisme est précisément une expression de leur effort pour se libérer de leur dépendance à la base ouvrière et pour s'assurer d'être durablement acceptés par le capital. Cette différence fondamentale devient évidente lorsque le niveau d'activité de la classe ouvrière commence à se renforcer. Lorsque la lutte s'intensifie, la transformation de l'auto-activité des travailleurs crée un potentiel pour donner un contenu plus radical à la conscience ouvrière. En revanche ceci n'est pas vrai des responsables réformistes. Lorsque la lutte des classes s'intensifie ces éléments ne disparaissent pas ni ne modifient leur approche politique. Au contraire, ils cherchent à contenir la lutte et à la canaliser vers la forme classique d'activité réformiste – qu'ils espèrent acceptable pour le capital.

La bureaucratie ouvrière, les politiciens parlementaires et la direction petite-bourgeoise noire

En bref, la bureaucratie ouvrière, les politiciens parlementaires et les dirigeants petits-bourgeois des organisations de Noirs défendent en permanence un point de vue réformiste car il leur offre la théorie, la stratégie et la tactique qui leur permettent d'assurer au mieux leur propre reproduction. Les bureaucrates ouvriers, les politiciens parlementaires et les représentants des Noirs ne travaillent plus aux côtés de ceux qu'ils représentent, ils ne partagent plus leurs conditions. Ceci est fondamental, puisque les exigences pour *leur* survie ne sont plus les mêmes que celles des travailleurs du rang ou des personnes de la communauté. Ils ne sont pas *directement* affectés par la pression que les employeurs exercent sur les salaires et sur les conditions de travail, ou par celle qu'exerce le gouvernement sur les dépenses sociales pour la communauté. Leur capacité à défendre leurs propres conditions d'existence, ne dépend pas non plus *immédiatement*, comme c'est le cas pour les travailleurs du rang, de leur capacité à construire un contrepoids en organisant leurs collègues pour la lutte. À l'inverse, le fondement matériel des bureaucrates syndicaux, des politiciens de parti et des officiels noirs devient l'organisation pour laquelle ils travaillent et, en retour, les groupes de plus en plus conscients de cadres qui gèrent le syndicat, le parti ou l'organisation noire. L'organisation – ainsi que le groupe bureaucratique qui repose sur elle – ne se contente pas de fournir aux cadres leurs moyens d'existence, les délivrant ainsi de la pénibilité du travail manuel et de l'atelier. Elle constitue pour eux tout un mode de vie – leur fonctionnement quotidien, leurs rapports sociaux formateurs avec les pairs et avec leurs supérieurs dans l'échelle organisationnelle, une carrière potentielle et, très souvent, un sens social, une *raison d'être*⁶. Pour se maintenir ainsi, toute la couche de cadres doit avant tout conserver ses organisations. Il est donc simple de comprendre comment est apparue cette tendance irrésistible des cadres syndicaux, des politiciens de parti, et des directions noires, à traiter leurs organisations comme des fins en soi, plutôt que comme le moyen de défendre leurs membres – et même à confondre les intérêts des organisations desquelles ils dépendent avec les intérêts de ceux qu'ils prétendent représenter.

En tant que représentants des secteurs organisés de la classe ouvrière, les cadres syndicaux ont historiquement constitué la couche sociale décisive – et archétypique – attachée au réformisme. Les cadres syndicaux comprennent naturellement que la menace fondamentale, non seulement pour les travailleurs qu'ils représentent mais aussi pour les organisations desquelles ils dépendent, est la classe capitaliste – une classe « en permanence » auto-organisée et « en permanence » dominante. La condition indispensable pour la survie des syndicats et donc pour leur propre existence en tant que bureaucrates est leur acceptation par le capital – en particulier la reconnaissance des syndicats par les capitalistes et leur acceptation des règles de la démocratie parlementaire. En dernière analyse, l'acceptation des syndicats et de la démocratie parlementaire par les capitalistes ne peut être garantie que par la puissance organisée des travailleurs. Néanmoins les dirigeants syndicats sont extrêmement sensibles à la force et à la faiblesse fluctuante des travailleurs organisés : ils comprennent que même au paroxysme de la lutte de classe, et en fait particulièrement à ce

⁶ En français dans le texte [NdT].

moment, il existe un immense risque de défaite, et donc de destruction de leurs organisations. Dans la mesure où ils en ont la capacité, ils recherchent de plus en plus à protéger leurs organisations – et, dans leur esprit, leurs membres – en renonçant à toutes les formes de luttes plus étendues qui ouvrent la voie à l'organisation de vastes offensives contre le capital et, de la sorte, à l'idéologie socialiste – non seulement l'action militante directe mais aussi l'organisation, qui va au-delà du lieu de travail immédiat ou de l'industrie spécifique pour mettre en relation les travailleurs organisés et les travailleurs inorganisés, les employés et les chômeurs, le lieu de travail et la communauté... Cependant, alors même qu'ils affaiblissent l'activisme et l'auto-organisation des travailleurs, les bureaucrates doivent toujours donner l'impression qu'ils défendent leurs électeurs, dans les limites exigées par la défense de la profitabilité capitaliste. Au bout du compte, c'est un tour difficile à réaliser. Néanmoins, le mouvement ouvrier officiel s'est historiquement appuyé sur deux stratégies comme substituts consciemment élaborés à l'action directe : (1) la constitution, avec l'aide de l'État, d'institutions permanentes visant à réguler le conflit travailleur-employeur ; (2) la voie électorale-parlementaire.

La négociation collective

Typiquement, l'établissement d'institutions régulières pour la coexistence (temporaire) entre le capital et la bureaucratie ouvrière – la forme traditionnelle de la négociation collective – dépend de la conclusion d'un « accord » entre les représentants ouvriers et le capital. D'une part, les bureaucrates doivent s'engager à réduire les conflits au travail et à assurer une discipline ouvrière. D'autre part, les capitalistes doivent être prêts en retour à faire des concessions régulières aux travailleurs, desquelles les cadres peuvent s'attribuer le mérite, puisqu'il s'agit là de la condition pour obtenir l'approbation de la majorité des travailleurs et isoler les militants. Cet accord n'est pas sans coût pour les capitalistes ni sans avantage pour les travailleurs, et par conséquent les capitalistes ne l'accepteront que dans la mesure où ils sont forcés à le faire, et où il est dans leur intérêt de mieux payer pour assurer la paix sociale en échange d'une production sans heurts. L'expansion capitaliste et la profitabilité élevée sont presque toujours les conditions nécessaires pour un accord.

Dans le cadre de cette négociation, les bureaucrates syndicaux sont libres de développer leur « organisation dans l'organisation », ainsi que leur propre rôle. Ils négocient un contrat ; un accord existe pour ne pas faire grève tout au long de cette période ; en contrepartie, les bureaucrates règlent les conflits à travers la procédure de règlement des différends et fin de compte l'arbitrage obligatoire. Les bureaucrates « rendent service » à la base, mettant en œuvre le contrat dans la procédure de règlement des différends. À l'inverse, en tant qu'autre partie du contrat, ils doivent également obliger leurs militants à adhérer au contrat et à limiter toute forme de résistance au travail. À cette fin ils doivent s'efforcer d'empêcher toute organisation indépendante de la base et de limiter tout contrôle de la base sur le syndicat lui-même, en entravant la démocratie syndicale.

Comme les pratiques réformistes en général, la négociation collective dans le cadre de l'accord possède une double signification. D'une part, elle reflète *vraiment* les intérêts temporaires de la classe ouvrière en période d'organisation déclinante et minoritaire : dans ces circonstances, la plupart des travailleurs n'envisagent pas d'autre choix que de l'accepter comme étant ce qu'ils peuvent obtenir de mieux. D'autre part, les bureaucrates ouvriers voient dans le réseau d'institutions de négociation collective non seulement une *raison d'être*, mais un socle important pour leur existence matérielle et un fondement décisif pour leur *modus vivendi* avec le capital. Entre les mains des bureaucrates, le fonctionnement de la négociation collective ne consiste pas simplement à refléter l'équilibre (momentanément défavorable) des forces de classe entre le capital et le travail ; il sert à dissoudre l'auto-organisation et la puissance des travailleurs, et de la sorte à faire pencher plus encore la balance en faveur du capital. Se produit ainsi, une fois de plus, le paradoxe classique du réformisme : même si la bureaucratie syndicale peut réaliser de grandes choses pendant l'expansion, à l'aide de sa capacité à assurer la paix sociale et l'apparent bien-être des travailleurs, elle le fait au

détriment de l'auto-organisation des travailleurs, et donc de sa propre puissance et de sa propre position à long terme. Lorsque l'expansion économique cède la place à la contraction, les bureaucrates sont de moins en moins en capacité d'assurer que la négociation collective penche en faveur de leurs électeurs ou d'eux-mêmes : les employeurs rompent l'accord et déclenchent leur offensive ; les travailleurs voient moins de raisons de soutenir les bureaucrates ou leurs stratégies réformistes ; ces derniers voient leurs organisations s'affaiblir et toute leur perspective perd en crédibilité.

Électorisme-parlementarisme

La voie électorale-parlementaire constitue la stratégie définitive de tous les éléments sociaux particuliers qui sont spécifiquement liés au réformisme, dans la mesure où elle paraît être la clé pour résoudre le dilemme central auquel ils sont confrontés : comment conserver leur base ouvrière de masse sans avoir besoin d'organiser leurs électeurs pour une action directe contre le capital. Pour des campagnes électorales, des individus isolés peuvent être mobilisés pour se rendre aux urnes de façon confidentielle et individuelle, en faveur de candidats favorables à la classe ouvrière autour d'un programme de réforme. De cette manière il semble possible d'accumuler du potentiel et d'obtenir des réformes sans courir le risque de luttes de masse comme des grèves ou des confrontations de rue.

Néanmoins, adopter une stratégie principalement parlementaire revient à se rendre victime de l'illusion sociale-démocrate classique, selon laquelle il est possible, par des moyens électoraux-parlementaires, indépendamment du renforcement massif des travailleurs contre les capitalistes dans les ateliers et dans les rues, de construire au sein de l'État un équilibre de forces de classe qui soit favorable à la classe ouvrière. Contrairement à ce que laissent penser les apparences, l'approche électorale est illusoire, la norme de l'exercice du pouvoir dans la société capitaliste ne passe pas par le contrôle de l'État et par la force. Tant que subsistent les rapports de propriété capitalistes, la classe capitaliste, par son contrôle sur les moyens de production, garde la mainmise sur la fonction d'investissement, et de cette manière détient la clé du développement de la productivité du travail, de la croissance économique et de la prospérité économique – et, à partir de là, de l'emploi, de la stabilité sociale et des recettes publiques. Puisque l'investissement capitaliste dépend de la capacité des capitalistes à réaliser un profit, faute de révolution, toutes les composantes de la société jugent tôt ou tard que, faute de révolution, il est dans leur propre intérêt d'assurer la profitabilité capitaliste. « Ce qui est bon pour General Motors est bon pour le pays » rend compte d'un important aspect de la réalité dans le capitalisme.

Dans ce contexte, la raison est claire pour laquelle ceux qui occupent des positions au niveau de l'État, même ceux qui sont élus sur des programmes représentant les intérêts des travailleurs, subissent une énorme pression pour « être responsables », pour soutenir des politiques qui protégeront les profits. Agir autrement risquerait de générer des dysfonctionnements économiques, avec ce que cela implique. Les politiciens sont conscients que, faute de remettre en cause la propriété capitaliste elle-même – prendre le contrôle de la production au détriment des capitalistes – , il est impossible de mettre en œuvre, sur une longue période, un programme anticapitaliste sans provoquer le retrait des fonds d'investissement et au bout du compte le chaos économique.

Il est toutefois nécessaire d'insister sur le fait que, comme la négociation collective, la voie électorale-parlementaire revêt un double sens. D'une part, dans un contexte de mobilisation limitée de la classe ouvrière, il est probable que la majorité des travailleurs *soient* favorables à la voie électorale : l'électorisme semble constituer une alternative à l'action, un moyen pour les travailleurs de lutter pour leurs intérêts sans avoir à courir le risque considérable d'affronter les capitalistes. De plus, tout comme la négociation collective, la voie électorale peut, sous certaines conditions, sembler très efficace pour la classe ouvrière. Dans des périodes de prospérité, en

particulier dans le sillage d'assez importantes mobilisations de la classe ouvrière, il est souvent dans les intérêts du capital d'accepter des réformes, plutôt que de prendre le risque de l'agitation sociale.

Par ailleurs, parce que le fossé qui sépare les partis sociaux-démocrates de la classe ouvrière dans son ensemble est bien plus important que celui qui sépare la bureaucratie ouvrière de ses membres, les politiciens de partis sociaux-démocrates sont disposés à répondre aux besoins du capital de manière bien plus sensible et immédiate que les bureaucrates syndicaux. À plusieurs reprises, les dirigeants syndicaux doivent répondre aux intérêts organisés des groupes (en général localisés) de militants de base qui se sont regroupés au niveau de la production et qui ont fait l'expérience de la lutte et de l'auto-organisation collectives dans leur syndicat et au niveau de l'atelier. En revanche, le parti prétend représenter la « classe dans son ensemble », mais puisque les travailleurs, *en pratique*, ne sont que rarement capables de s'organiser en classe, le parti officiel et son appareil subissent en général peu de pression ou de contrôle de la part de leur base électorale atomisée. En général, la base du parti, parfois radicalisée et agitée, ne peut pas (en l'absence d'action directe de masse de la classe ouvrière) exercer plus qu'une pression très partielle et temporaire sur la délégation parlementaire et sur les apparatchiks qui dirigent le parti. Cela est notamment dû à ce qu'en général les politiciens professionnels gèrent un appareil institutionnalisé explicitement désigné pour garantir leur contrôle sur l'organisation et les isoler de la pression des membres du parti. Mais c'est aussi parce que dans la plupart des cas ils peuvent affirmer, avec une certaine vraisemblance, qu'ils représentent la base réelle du parti – à savoir l'électorat plus large, qui est en général bien plus conservateur que les membres de base du parti et qui trancheront la question du moment pour l'ensemble du parti : va-t-il gagner les élections ? Libres d'accepter les règles du jeu, les politiciens professionnels réformistes peuvent revendiquer pour les travailleurs la part équitable du gâteau, qui grossit pendant les périodes de prospérité, mais lorsque la prospérité cède la place à la crise ils auront peu d'autre choix que de traduire « part équitable » par « austérité » pour leurs électeurs ouvriers. Cependant, dans la mesure où les politiciens réformistes jouent un rôle de plus en plus important dans le rétablissement de la profitabilité capitaliste, la classe ouvrière a moins de raisons de les préférer aux authentiques représentants du capital, ou même de distinguer leurs perspectives de celles du capital lui-même. Encore une fois, un réformisme cohérent conduit à sa propre dissolution.

Rationalisation du capitalisme par le corporatisme

Incapables de se confronter au capitalisme, et tout-à-fait conscients que cela les rend dépendants de la santé du système, les forces officielles du réformisme ont toujours été tout particulièrement intéressées par la compréhension du fonctionnement du capitalisme et par l'élaboration de plans pour qu'il fonctionne mieux. Peut-être plus que tout autre groupe, la bureaucratie ouvrière, les politiciens réformistes, et les représentants officiels des organisations établies des populations opprimées sont les principaux promoteurs de tentatives conscientes, à l'échelle de la société, pour réguler les dislocations économiques dont ils voient qu'elles sont causées par l'anarchie du capitalisme et par la distribution inégale du revenu. Il n'est pas nécessaire d'attribuer aux cadres réformistes un cynisme particulier pour les politiques qu'ils mènent. Au contraire, ils envisagent leurs intérêts comme coïncidant avec ceux de la société (capitaliste) dans son ensemble, et leur idéologie comme exprimant l'intérêt général. En effet compte tenu des intérêts corporatistes des capitalistes individuels et de la nécessaire concurrence qu'ils se mènent entre eux, il est possible que la classe capitaliste dans son ensemble soit bien moins capable que les dirigeants réformistes d'élaborer et de promouvoir des politiques dans les intérêts de l'accumulation du capital en général. Il est bien connu que les dirigeants syndicaux, les politiciens réformistes et les directions officielles noires sont les partisans les plus acharnés d'une intervention du gouvernement pour réguler l'économie. Ils furent les principaux zéloteurs des efforts keynésiens pour amortir le cycle par la régulation de la demande. Ils sont aujourd'hui les principaux partisans de la politique industrielle dans l'objectif de rendre leurs propres capitalismes nationaux plus compétitifs dans l'économie internationale. Avec de telles

approches, les directions réformistes s'efforcent de garantir et de restaurer la profitabilité capitaliste et la croissance économique, car elles constituent, de leur point de vue, la condition indispensable de l'amélioration de la condition de la classe ouvrière, tout autant que de leur propre survie. Compte tenu de leur croyance en la permanence du système capitaliste de propriété, ils n'ont pas d'autre choix.

Néanmoins, afin que leurs politiques soient réellement mises en œuvre, les directions réformistes officielles savent qu'elles doivent s'assurer la coopération des employeurs, car ils n'ont absolument aucune intention de les leur imposer (puisque cela nécessiterait la mobilisation de la classe ouvrière). C'est pour cette raison que lorsque l'économie entre en crise, les directions réformistes officielles cherchent, avec toujours plus de détermination, à éviter toutes les formes de résistance et à imposer des arrangements corporatistes ou collaboratifs avec les employeurs, au niveau de l'atelier, de l'entreprise et de l'ensemble de l'économie, à travers lesquels ils peuvent mettre en œuvre leurs programmes de rationalisation. En revanche, lorsque la crise économique apparaît toujours plus inexorable et lorsque leur propre auto-neutralisation les affaiblit plus encore, leurs programmes de réforme du capital apparaissent encore plus vains et leur capacité à influencer les employeurs se réduit. Alors qu'ils promeuvent toujours plus désespérément leurs plans de collaboration, ils sont confrontés à une offensive capitaliste de plus en plus impitoyable. À moins qu'un mouvement ouvrier revivifié ne les dissuade ou que la reprise miraculeuse de l'économie ne leur accorde un sursis, la direction réformatrice poursuivra jusqu'à son terme son cours inexorable vers l'autodestruction.

IV. Deux cycles de réforme et de déclin

Toute l'histoire de la relation qu'ont nouée au cours du demi-siècle passé les directions officielles des partis réformistes, le Parti démocrate et les mouvements pour la réforme illustre la dynamique qui a été présentée jusqu'ici. Depuis la fin des années 1920, nous avons été témoins de deux grands cycles de réforme et de déclin, le premier se déroulant des années 1930 au début des années 1950, le second de la fin des années 1950 à aujourd'hui. Pendant chacun de ces cycles, les travailleurs et les peuples opprimés ont obtenu des réformes majeures grâce à une action directe déchaînée contre les employeurs et contre l'État – sur les lieux de travail, dans les communautés, dans la rue. À travers ces luttes, la classe ouvrière et les groupes opprimés *imposèrent* des réformes *de l'extérieur* aux gouvernements jusqu'alors inactifs du Parti démocrate. Dans chacun de ces cycles, le Parti démocrate bénéficia des réformes, des mouvements de masse, ainsi que de la libéralisation des consciences, et leur radicalisation associée, élargissant ainsi sensiblement son socle électoral. Néanmoins c'est presque entièrement à l'extérieur du Parti démocrate et des organisations réformatrices avec leurs nouvelles directions, et dans une large mesure contre eux, que les mouvements durent se développer, car les directions établies, officielles, s'y sont opposées. Alors que les mouvements se développaient, de faibles sections des directions traditionnelles ont vraiment « basculé ». Toutefois, dans le même temps, leur action consistait d'une manière générale à domestiquer ces mouvements, en particulier en les détournant de l'action directe de masse vers la dépendance à l'électoratisme et au Parti démocratique. À chaque cycle, lorsque le mouvement faiblissait – en partie en conséquence des actions des dirigeants, en partie pour des raisons indépendantes – les directions réussissaient à récupérer sa base en faveur du Parti démocrate, et les travailleurs et les groupes opprimés furent contraints de dépendre de ce parti. Mais, comme l'activité populaire s'affaiblissait, le Parti démocrate, malgré ses majorités électorales, était de moins en moins apte à obtenir des réformes. En fin de compte, l'échec lamentable du Parti démocrate à répondre aux attentes ouvrit la voie à une nouvelle période de regain du Parti républicain.

Les mouvements des années 1930

Franklin Roosevelt accéda à la présidence en 1933 en se présentant comme pragmatique, modéré, sans programme de réforme clair. Peu de temps après son investiture, une vague de luttes ouvrières de plus en plus puissantes secoua le pays ; parties de l'industrie automobile à Détroit, elles se développèrent vers les usines de textiles au sud, les mines de charbon à l'est et les aciéries dans le Midwest. Or, alors que les entreprises et les forces répressives locales écrasaient les grèves les unes après les autres, Roosevelt ne fit absolument rien. Dans le même temps, les organes de médiation mis en place avec la Loi du redressement industriel [*National Recovery Act*] ont, quasiment à chaque fois, juste tenté de remettre les ouvriers au travail au compte des employeurs, sans même discuter des questions en jeu. Pourtant la vague de grèves continua à croître et en 1934 les travailleurs obtinrent des victoires stupéfiantes dans trois grèves générales à Toledo, Minneapolis et San Francisco – chacune d'entre elles ayant fait l'objet des confrontations les plus importantes et les plus violentes entre les travailleurs et les autorités. En 1935-1936, un mouvement de base massif des ouvriers de l'automobile aboutit à la création de United Auto Workers et parvint à vaincre General Motors dans la grève historique avec occupation en décembre 1936-janvier 1937⁴.

La forte poussée de la classe ouvrière et la transformation de la conscience politique qu'elle impliqua profita au Parti démocrate. Ce fut mis en évidence par une victoire électorale écrasante et décisive, tout autant qu'inattendue, en novembre 1934. Dans le même temps, des forces plus radicales progressaient, le Parti communiste traversait une période de croissance fulgurante et son influence s'élargissait, les socialistes s'intégraient avec succès dans certaines zones électorales locales. En conséquence du renforcement considérable du niveau de lutte et de la radicalisation de l'ambiance politique qui en résulta, Roosevelt modifia subitement sa perspective politique. En 1935, il fit adopter la Loi Wagner et la loi sur la Sécurité sociale, les deux principales réformes du New Deal⁵ jusqu'à présent négligées.

Les mouvements ouvriers massifs des années 1930 se développèrent entièrement à l'extérieur de la vieille bureaucratie de l'AFL et en opposition à elle. À la fin des années 1920, alors que les employeurs menaient une offensive tous azimuts contre les syndicats, comme le montre le Plan américain de démantèlement syndical, ses responsables restèrent passifs. Même lorsque leur base de cotisation diminua, puis se contracta jusqu'à devenir insignifiante après 1929, les bureaucrates furent incapables de lancer la moindre contre-offensive, même symbolique. Lorsque le nouveau mouvement ouvrier fit irruption sur scène en 1933, l'AFL chercha à se l'approprier et à le domestiquer en essayant, grève après grève, de remettre les ouvriers au travail et de s'appuyer sur les décisions des tribunaux et des commissions de médiation fédérales. Avec l'aide des dirigeants de l'AFL les employeurs écrasèrent la grève des Ouvriers unis du textile [*United Textile Workers*] en 1934⁶. Pendant ce temps, à l'automne 1933, John L. Lewis contribua très largement à la limitation des luttes militantes des mineurs du charbon (qui s'étaient étendues jusqu'aux mines captives détenues par les entreprises sidérurgiques) ; peu de temps après, début 1934, Lewis contribua à l'échec d'une triple alliance naissante entre les mineurs, les métallurgistes et les cheminots. Pour créer l'UAW, les ouvriers de l'automobile durent rompre avec l'AFL et construire un mouvement puissant et indépendant parti de la base, avec un refus programmatique explicite de dépendre des bureaucrates, des tribunaux et des commissions de médiation, et s'appuyant à l'inverse sur l'action militante directe⁷.

⁴ Sur la vague de grèves de masse des années 1930 et la réponse des employeurs et du gouvernement, voir Art Preis, *Labor's Giant Step* (1972) ; Irving Bernstein, *The Turbulent Years* (1969).

⁵ Au sujet du nouvel activisme de Roosevelt, en réponse aux mouvements de masse et à la radicalisation de 1934, voir W.E. Leuchtenberg, *Franklin D. Roosevelt and the New Deal* (1963).

⁶ À propos de la passivité des cadres syndicaux face à l'offensive des employeurs à la fin des années 1920 et au-delà, voir Irving Bernstein, *The Lean Years* (1961), ou encore *The Turbulent Years*.

⁷ Staughton Lynd, « The Possibility of Radicalism in the Early 1930s: The Case of Steel », *Radical America*, novembre 1972 ; Roger Keeran, « Communists and the Auto Workers. The Struggle for a Union, 1919-1949 », Université du Wisconsin, thèse de doctorat, 1974, chapitre IV.

En fin de compte, alors que le mouvement menaçait d'échapper à tout contrôle, une petite fraction de la vieille direction de l'AFL, conduite par John L. Lewis, sentit le vent tourner et elle rompit avec l'AFL pour fonder le CIO. Cependant, au même moment, ces dirigeants luttèrent de toutes leurs forces pour contenir l'activisme émergent et concentrèrent leur énergie sur le Parti démocrate. Lewis devint un héros en se tenant résolument aux côtés des grévistes de General Motors en janvier 1937. Pourtant immédiatement après il fit arrêter la grève de Chrysler avec occupation qui menaçait d'obtenir des gains encore plus importants que ceux de la grève de General Motors. Tout au long du printemps et de l'été 1937, Lewis et ses acolytes s'acharnèrent à briser la vague d'occupations et de grèves sauvages qui continuaient à secouer l'industrie automobile. En même temps, Lewis fit en sorte que la campagne décisive pour organiser les travailleurs de la sidérurgie conduise à une terrible défaite lorsqu'il adopta explicitement des méthodes d'organisation hiérarchiques, conservatrices, et organisa la grève derrière la banderole « Faites confiance en Roosevelt ». La défaite de la grève de Little Steel^h lors de l'été 1937, qui fit suite au tristement célèbre massacre de la commémorationⁱ et à la trahison des ouvriers par les maires et gouverneurs démocrates les uns après les autres, et au recul de la lutte provoqué par les bureaucrates dans le secteur automobile, marqua un tournant. En particulier avec le déclenchement d'une nouvelle dépression, à partir de mi-1937, le dynamisme de la poussée ouvrière se dissipa rapidement et un long processus d'érosion s'engagea⁸.

En même temps que Lewis & co. étouffaient le mouvement d'action directe, ils tentèrent d'inscrire le CIO dans une dépendance électorale au Parti démocrate. Lorsque l'UAW vota, lors de sa première convention en avril 1936, contre un soutien à Roosevelt, Lewis intervint personnellement pour faire en sorte que la décision soit inversée. Désormais les dirigeants du CIO étaient de plus en plus liés à une stratégie d'intervention électorale, dans l'objectif d'accroître leur influence sur le Parti démocrate. C'est à cette fin que le syndicat établit en 1943 le soi-disant Comité d'action politique [*Political Action Committee*] comme partie d'une tactique générale de construction des appareils au niveau local consistant à empêcher les votes pour les candidats pro-ouvriers et, au bout du compte, à renforcer leur position dans le parti. Or, s'il est impossible pour le mouvement ouvrier, même pendant les périodes de soulèvement de masse des travailleurs, avec les réformes qui l'accompagnent, d'être sur un pied d'égalité dans le parti avec les *Dixiecrats*^j et les patrons des grandes villes, il était irréaliste de s'attendre à ce que leur situation soit favorable pendant une période de déclin, à la fois du mouvement, et du réel potentiel de la classe ouvrière. Pendant les années 1940, malgré l'écrasante supériorité électorale-parlementaire des démocrates, les forces de la réforme devinrent progressivement de plus en plus faibles. Dès 1943, le Congrès votait la loi Smith-Connally, qui restreignait certaines des principales armes de lutte pour les ouvriers (établissement de « délais de réflexion avant les grèves, d'injonctions dans l'intérêt public »...)⁹. À la fin de la guerre, le mouvement ouvrier fut incapable d'empêcher la loi violemment anti-ouvrière Taft-Hartley qui d'un trait réduisait à néant tout ce qui avait été conquis dans les années 1930. Au début des années 1950, les forces officielles de la réforme avaient conduit à la décadence totale du mouvement ouvrier des années 1930, à la dissolution consécutive des principales forces à la fois de la réforme et de

^h La grève était organisée par le CIO contre Little Steel – ce nom désigne le regroupement – qui refusait de signer un accord favorable aux salariés obtenu dans d'autres branches. Trois entreprises de sidérurgie. Dix-huit grévistes furent tués, trois cent furent blessés, des milliers furent arrêtés [NdT].

ⁱ Le 30 mai 1937, la police de Chicago tua dix manifestants désarmés qui défilaient dans le cadre de la grève Little Steel [NdT].

⁸ Keeran, « Communists and the Auto Workers », pp. 292 et s. ; Preis, *Labor's Giant Step* ; R.R. Brooks, *As Steel Goes...* (1940).

^j Autrefois associé au Parti démocrate pour les droits des États aujourd'hui disparu, ce terme désigne les élus démocratiques conservateurs du sud [NdT].

⁹ Keeran, « Communists and the Auto Workers », p. 215 ; Bert Cochrane, *Labor and Communism* (1977), pp. 107 et s. ; Mike Davis, « The Barren Marriage of American Labor and the Democratic Party », *New Left Review*, n° 124 (novembre-décembre 1980).

l'hégémonie démocrate, à la dispersion qui en a résulté du sentiment libéral et radical, et à l'inévitable retour au pouvoir du Parti républicain.

Les mouvements des années 1960

Le développement d'un mouvement militant noir de masse, qui puise son origine dans les bus et les cafétérias du Sud profond, a inauguré une nouvelle période de réforme. Le mouvement noir, qui s'est développé puis a décliné entre la fin des années 1950 et le début des années 1970, a suivi une trajectoire similaire à celle du mouvement ouvrier de masse des années 1930 et 1940. Ainsi le mouvement historique des droits civiques, provoqué par le boycott des bus de Montgomery en 1955 et 1956^k et, plus encore, le mouvement exubérant du *Black Power*, qui émergea dans les ghettos des villes du nord à l'été 1964, s'appuyaient dès leur origine sur un engagement puissant en faveur de l'action directe et d'une confrontation avec la structure du pouvoir blanc. Dans les luttes pour les droits civiques de la fin des années 1950 aux années 1960, des dizaines de milliers de personnes se confrontèrent directement aux autorités, avec des occupations illégales, des manifestations offensives pour la liberté et des luttes non autorisées pour le droit de vote. Des communautés entières s'auto-organisèrent pour résister, en particulier dans le Sud. Lors des soulèvements urbains qui eurent lieu entre 1964 et 1967, des centaines de milliers de Noirs ouvriers et pauvres participèrent activement à la lutte. Lorsque Martin Luther King fut assassiné début 1969, le mouvement noir avait déjà secoué les fondements de la société blanche, alimenté l'activisme et les mouvements anti-impérialistes naissants, et commencé à déclencher des campagnes dynamiques de recrutement au sein même du mouvement ouvrier. King fut assassiné au cours d'une campagne de recrutement des ouvriers urbains, principalement noirs, de Memphis, Tennessee. Peu de temps après fut fondée la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires [*League of Revolutionary Black Workers*] dans les usines automobiles du centre-ville de Détroit.

Tout comme Franklin Roosevelt, John F. Kennedy accéda au pouvoir comme un démocrate modéré et pragmatique. Il est intéressant de remarquer que son étroite victoire électorale contre Richard Nixon fut acquise grâce au vote massif des Noirs qui s'étaient récemment mobilisés et lui ont permis de gagner quelques États décisifs. Il n'en reste pas moins qu'en trois ans de présidence, Kennedy n'a réalisé aucune législation sociale significative, et son mandat fut éclipsé par l'engagement croissant, même s'il était alors largement méconnu, de l'Amérique au Vietnam. La profonde radicalisation de la lutte des Noirs, marquée par l'opposition croissante du mouvement des droits civiques à la guerre du Vietnam, et surtout les rebellions urbaines, notamment à Détroit, Watts, Harlem, Newark, furent clairement les éléments décisifs qui concentrèrent l'attention de Lyndon Johnson pour sa « Grande société » et lui permirent d'inaugurer une nouvelle ère de réforme. En 1964, Johnson rapporta une victoire écrasante sur fond d'un important développement du sentiment libéral et radical puisant sa racine dans le mouvement noir et dans le mouvement naissant contre la guerre du Vietnam. Peu de temps après, un Congrès soudain acquis à la réforme adopta la Loi sur les droits civiques, les Programmes de lutte contre la pauvreté, ainsi que d'autres éléments importants de réforme législative. Là encore, un mouvement de masse indépendant avait forcé les démocrates à devenir des réformateurs.

Tout comme le mouvement ouvrier des années 1930, le mouvement noir s'est développé presque entièrement avec une nouvelle direction et de nouvelles organisations. Le SNCC et le CORE^l, plutôt que la NAACP^m ou la Ligue urbaine, furent les principaux porteurs de la dynamique qui structura les

^k À la suite de l'arrestation de Rosa Parks, qui avait refusé de céder sa place à un Blanc dans un bus, le boycott, qui dura de décembre 1955 à décembre 1956, aboutit à une décision de la Cour suprême mettant fin à la ségrégation raciale dans les bus [NdT].

^l Congrès pour l'égalité raciale [*Congress of Racial Equality*] [NdT].

^m Association nationale pour la promotion des gens de couleur [*National Association for the Advancement of Colored People*] [NdT].

luttres pour la liberté. C'est largement hors des vieilles directions officielles que les nouveaux militants noirs avaient dû construire leur mouvement. La NAACP posa pour conditions à sa participation à la Marche sur Washington en 1963 qu'elle soit entièrement légale et pacifique ; elle insista pour que le mouvement noir soutienne Johnson et sa guerre au Viêtname ; et il s'en prit violemment à *Black Power*. Ce faisant elle précipita une profonde scission entre le nouveau mouvement et la vieille garde. La rupture devint irréversible lorsque la rébellion urbaine provoqua une lutte de masse en faveur de *Black Power* qui en définitive a conduit à la formation du *Black Panther Party* et de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires¹⁰.

Empruntant les sentiers battus suivis par la bureaucratie syndicale dans les années 1930, les dirigeants officiels noirs tentèrent tant bien que mal de canaliser le bouillonnant mouvement noir vers le Parti démocrate. En 1964, pour la première fois de son histoire, la NAACP soutint officiellement le candidat démocrate et organisa une campagne d'inscription des électeurs dans le but de détourner vers la campagne présidentielle de Lyndon Johnson les énergies nouvellement libérées de la lutte noire. Pourtant, les nouvelles organisations de droits civiques continuèrent à rejeter l'électoratisme et restèrent, de façon presque obsessionnelle, attachées à l'action militante directe. Si le mouvement des droits civiques chercha à utiliser le bulletin de vote, il le fit, en principe, pour revendiquer le droit de vote, pas pour une élection. La meilleure illustration est ce qui fut peut-être l'intervention électorale la plus importante du mouvement des droits civiques : la lutte du Parti démocrate pour la liberté dans le Mississippi en 1964. À cette occasion, face à la violente résistance de la structure blanche du pouvoir, les organisateurs du SNCC, du CORE, et d'autres groupes, ont d'abord tenté d'obliger les autorités à autoriser les Noirs à s'inscrire pour voter dans le Parti démocrate. Lorsqu'une vague de répression les empêcha de le faire, ils décidèrent d'organiser une campagne autonome d'inscription des électeurs pour eux-mêmes, avec l'officiel Parti démocrate du Mississippi pour la liberté (MFDP), afin de défier la délégation du Parti démocrate officiel qui bien sûr était profondément ségrégationniste et réactionnaire. Lyndon Johnson refusa de recevoir le MFDP à la convention nationale, malgré le rejet par la délégation officielle du Mississippi de la majorité du programme de Johnson et malgré le soutien global qu'elle apporta au républicain droitier Barry Goldwater pour l'élection présidentielle. Il n'en reste pas moins que, pendant et après la convention, la direction noire officielle appela le MFDP à accepter un compromis. Plus généralement, ils réclamèrent que le mouvement noir passe « de la protestation à la politique », pour reprendre l'expression éloquent de Bayard Rustin, de la politique de la rue à la politique du bulletin de vote. Cela n'empêcha pas le mouvement des droits civiques de rejeter l'électoratisme. Les historiens du CORE Meier et Rudwick résumèrent la position à la fois du CORE et du SNCC à ce moment crucial : « Le changement social ne pourrait advenir que par un mouvement indépendant "restant une menace pour le pouvoir" »¹¹.

Tout comme à l'occasion des luttres ouvrières des années 1930, le Parti démocrate bénéficia largement du mouvement noir, mais aussi du mouvement étudiant, du mouvement anti-guerre, ainsi que du mouvement, faible mais non négligeable, de la base militante – tous ont émergé au milieu des années 1960 en sur fond de la vague montante de l'activisme noir. Le parti profita également de la tendance générale à la radicalisation et à la libéralisation politiques qui accompagnèrent ces mouvements. De fait, malgré la victoire de Nixon sur Humphrey en 1968, certains considéraient que le Parti démocrate était à ce moment sur le point d'obtenir une majorité électorale permanente. Ceci était largement dû aux développements démographiques qui affaiblissaient considérablement les bastions ruraux du Parti républicain et nourrissaient la base électorale ouvrière et noire, qui semblait définitivement réformiste. À l'abri du capital en raison d'une prospérité sans précédent et sous la pression de la réforme du fait de mouvements de masse croissants, les démocrates apparaissaient, plus ou moins indéfiniment, capables de répondre aux attentes.

¹⁰ August Meier et Elliott Rudwick, *Core. A Study in the Civil Rights Movement 1942-1968* (1975), parties II et IV ; Clayborne Carson, *In Struggle. SNCC and the Black Awakening* (1981), en part. pp. 83-95 et 218-220.

¹¹ Meier and Rudwick, *Core*, pp. 282, 272-281 ; Carson, *In Struggle*, pp. 111-129.

Au milieu des années 1970, les mouvements de masse des années 1960 avaient subi un important déclin, et il en alla de même de la dynamique de la réforme. D'une manière significative pour l'argument de cet essai, la vigueur maintenue de ces mouvements, ainsi que des idéologies libérales et radicales qu'ils ont générées, impulsa une importante prolongation de la vague générale de réformes, même pendant la première administration Nixon. La période de 1968 à 1972 fut le théâtre de la création de l'Administration de la santé et de la sécurité au travail [*Occupational Safety and Health Administration*] (OSHA), de l'Agence de protection de l'environnement [*Environmental Protection Agency*] (EPA) et d'une augmentation massive des moyens accordés au financement de la Sécurité sociale et des bons alimentaires. Cependant, à la fin des années 1960, le mouvement noir atteignait son apogée et, incapable de trouver des alliés puissants dans un mouvement ouvrier quant à lui largement en veilleuse, il se retrouva isolé, sans perspective politique et victime d'une violente répression policière, que ce soit au niveau local ou au niveau national. Lorsque Nixon commença à retirer les troupes du Viêtnam, le mouvement pacifiste autrefois puissant déclina rapidement. Pendant une courte période des luttes militantes de base éclatèrent dans l'industrie et précipitèrent des combats acharnés contre les employeurs ; mais en définitive elles ne furent pas en mesure d'exercer un impact durable sur le paysage politique.

C'est ainsi qu'au milieu des années 1970 les démocrates eurent une nouvelle fois l'occasion de prouver qu'en l'absence de luttes de masse, des majorités électorales réformistes apportent bien peu de pouvoir aux forces de la réforme. Tout récemment, en 1976, le Parti démocrate contrôlait à la fois la Maison blanche et de solides majorités parlementaires. Nombre de ses dirigeants s'étaient engagés à mettre en œuvre de vastes programmes de réforme sociale. Pourtant, jusqu'à la fin des années 1970, les démocrates furent incapables d'adopter le moindre élément significatif de législation sociale. Avant de voter le projet de loi Humphrey-Hawkins pour le « plein emploi », le congrès l'avait vidé de sa substance, comme pour rafraîchir la mémoire de ses mécènes. Le projet de loi concernant les piquets de grève sur un site partagé entre plusieurs entreprises fut sèchement écarté. Le régime national d'assurance-maladie, cri de ralliement de la gauche démocrate, ne fut même pas entendu. Peut-être plus humiliant, le soi-disant projet de loi portant sur la réforme du droit du travail, débarrassé de tous ses passages anti-employeurs sérieux, fut largement battu. Dans le même temps, le président Jimmy Carter mit fin à une longue période de hausse des dépenses pour les pauvres des zones urbaines et, après un mandat, il fut remplacé par Ronald Reagan. Encore une fois, le Parti démocrate et les directions réformistes en place ont réussi à surmonter la vague de luttes massives, se privant de leur propre base et ouvrant la voie aux républicains et à la droite.

V. Les réformistes de gauche et la crise économique

Les tendances conservatrices des dirigeants syndicaux, de la direction noire petite-bourgeoise et des politiciens du Parti démocrate sont souvent connues. Il est néanmoins largement admis, en particulier par les nouveaux sociaux-démocrates, que face à la pression des capitalistes, et à l'aide d'un soutien suffisant d'une base militante active et politisée, la gauche – au moins – des réformistes officiels prendra l'initiative de relancer les mouvements de masse. Selon un point de vue largement admis, il est évident que les « gauches » syndicales, politiciennes et du Parti démocrate ne peuvent pas ne pas comprendre que le capitalisme traverse une crise économique durable et qu'une vaste offensive patronale est en cours pour restaurer le profit. En outre, ces dirigeants sont parfaitement conscients que l'offensive patronale constitue une menace majeure pour les institutions de base qui les font vivre – à savoir les syndicats, les organisations noires établies et l'aile libérale du Parti démocrate. En étant à l'offensive, les employeurs, s'ils n'écrasent pas purement et simplement les syndicats, discréditent la direction auprès de la base, et de la sorte pèsent sur les cotisations de la base tant désirées par des dirigeants. Pendant ce temps avec leurs Comités d'action politique (PACs), les capitalistes isolent les syndicats et les directions noires, même au sein du Parti démocrate. De la sorte, dans cette optique, les ailes « gauches » des syndicats, des politiciens noirs et du Parti démocrate *n'ont pas d'autre choix* que de résister, par intérêt individuel, pour protéger leurs propres

positions. Tôt ou tard, ils devront prendre des initiatives, mettre les masses en mouvement ou au moins créer les conditions pour cela.

Hélas cette analyse est conceptuellement fautive, et dans la période récente elle a récemment été très largement réfutée, de manière empirique. Il se trouve que les directions disposent d'un large éventail de possibilités pour répondre à l'offensive patronale. D'abord, ce qui arrive souvent, ils peuvent longtemps continuer leur pratique avec un certain succès, même lorsque leurs adhérents subissent de lourdes pertes. Du reste, même quand les patrons les attaquent directement, il est peu probable que les directions réformistes ripostent. Dans des périodes de crise de plus en plus grave comme aujourd'hui, une riposte réelle contre les patrons exige d'organiser la mobilisation la plus massive et la plus active des syndicats et des autres organisations de masse en vue d'un affrontement direct avec les employeurs. Or les dirigeants réformistes ont conscience que pour mener à bien cette mobilisation et cette confrontation, ils doivent prendre le risque de la totale destruction de leurs organisations ainsi que de leurs postes stables. Par conséquent, en règle générale, les « gauches » syndicales, noires officielles et du Parti démocrate choisiront d'accepter des pertes, mêmes importantes, si l'alternative est de résister et se confronter aux patrons, et ainsi risquer l'anéantissement total. Il leur semble plus courageux de conserver intactes, au moins en partie, leurs propres organisations et postes jusqu'à ce qu'une nouvelle période d'expansion économique leur permette de reprendre leurs anciennes positions de conciliateur entre le capital et la classe ouvrière. Bien sûr, si la crise se prolonge et si l'offensive patronale s'intensifie, la stratégie des directions réformistes s'avère progressivement de moins en moins efficace ; ainsi, à long terme, les dirigeants risquent de voir s'effondrer le socle de leur propre existence. Pourtant, *à un moment donné*, il est trop risqué pour les dirigeants de prendre position, de telle sorte qu'ils sont bien peu susceptibles de prendre la moindre initiative pour renverser la tendance. Même sous les attaques des employeurs dans les années 1920, les dirigeants de la vieille AFL n'ont jamais offert la moindre résistance sérieuse, lorsque tout le mouvement ouvrier se désintérait et avec lui leurs propres organisations et leurs postes. Les choses ne sont pas sensiblement différentes avec les actuels dirigeants, malgré les origines lointaines de leurs organisations dans le soulèvement de masse du CIO. Lorsqu'en 1978 Doug Fraser, président de l'UAW, quitta, de façon spectaculaire, le Groupe de conseil en gestion du travail pour former l'Alliance progressiste, le signal qu'il envoyait était que les patrons n'avaient pas respecté leur part du contrat et qu'ils pouvaient s'attendre à des représailles rapides, au moins de la part de l'aile gauche de la bureaucratie réformiste. Toutefois il n'est pas du tout certain que la posture de défiance de Fraser ait fait réellement peur aux employeurs. En fait la « guerre de classe unilatérale » à laquelle Fraser faisait référence était en cours depuis au moins une décennie, et elle provoquait un murmure de protestation de la part de la bureaucratie ouvrière, notamment sa prétendue « gauche » ou son aile sociale-démocrate.

La révolte de la base

L'imposition par Nixon de la « Nouvelle politique économique » (NEP) à la suite de la récession de 1970-1971 fut le signe définitif que l'économie était entrée dans une phase de crise prolongée et que l'offensive patronale était bien en cours. La NEP fut présentée de manière on ne peut plus claire comme une redistribution du revenu de la classe ouvrière vers les capitalistes. Les salaires furent gelés sous le contrôle du comité salaire-prix (assisté par des centaines de milliers de capitalistes). L'augmentation des prix fut autorisée (dans la mesure où aucun mécanisme efficace ne permit d'assurer le chimérique gel des prix). Dans le même temps, dans quasiment tous les secteurs, les employeurs intensifièrent leur offensive, à laquelle répondit une importante vague de rébellions ouvrières. Néanmoins, presque partout où les travailleurs luttaient contre les employeurs, ils devaient le faire au mépris de leurs propres dirigeants, et en s'opposant directement à eux. En mars 1970, plus de 250 000 postiers s'opposent à la loi et à la garde nationale – ainsi qu'à leurs propres dirigeants – en fermant la poste dans plus de 200 villes, et ils obtiennent d'importantes victoires. Environ deux mois plus tard, des dizaines de milliers de camionneurs relevant de la Convention

nationale des transports entreprirent la première grève (réellement) nationale de routiers dans l'histoire. Il n'est pas un hasard que cette action sans précédent ait été strictement officieuse – et dirigée non seulement contre les employeurs mais aussi contre la bureaucratie des camionneurs. De nombreuses batailles de ce type eurent lieu pendant les deux années qui suivirent – notamment la grève sauvage du téléphone à New York en 1971. Reste que la lutte la plus spectaculaire de la base, celle dont la portée fut la plus considérable, fut celle des mineurs de charbon. Pendant plus d'une décennie, entre 1965 et 1978, les mineurs du rang déclenchèrent successivement plusieurs vagues de grève de masse officieuses, d'une part contre les patrons des mines, et d'autre part contre une succession de directions traîtres. Dans le contexte actuel, l'élément le plus significatif à propos des mouvements de la base des mineurs est qu'à la fin de la période, la base de l'UMW (Union des ouvriers des mines) [*United Mine Workers*] avait fini d'affûter ses armes sur le régime de gangsters du corrompu Tony Bole, et elle devait à présent affronter un groupe nouvellement montant de soi-disant dirigeants de la réforme, conduit par Arnold Miller, dont l'accession au pouvoir était largement liée aux rapports qu'il entretenait avec des éléments décisifs de l'aile libérale du Parti démocrate, notamment Joseph Rauh, l'avocat de l'ADA (Accord anti-dumping). Entièrement dévouée à des méthodes électoralistes et légalistes, tout comme le reste de la bureaucratie réformatrice, cette nouvelle direction « Mineurs pour la démocratie » (MFD) ne fit pas plus d'efforts que ses prédécesseurs pour mobiliser les rangs afin de tenir tête aux violentes attaques des sociétés minières contre les conditions de sécurité dans les mines. Tout comme ses prédécesseurs la direction Miller—MFD devait se cacher derrière une nouvelle vague de résistance entièrement menée par la base, qui a réellement réussi à entraver les entreprises pendant la grève des mineurs en 1977-1978¹². La question revient toujours à se demander si les choses étaient différentes dans les réels bastions de la « gauche » ouvrière, en particulier l'UAW et les syndicats du secteur public, longtemps associés non seulement à l'activisme et au syndicalisme social mais aussi à la social-démocratie.

L'UAW

Au début des années 1970, en lien étroit avec la NEP de Nixon, General Motors introduisit dans ses opérations d'assemblage d'automobile son célèbre système d'accélération du GMADⁿ. Cet événement fit la une dans le monde entier et contribua à mettre la question du travail au cœur de la discussion nationale. Il provoqua également une nouvelle vague de révoltes ouvrières dans le secteur automobile. Encore plus marquant peut-être fut la lutte de six mois à Lordstown, Ohio, où General Motors testa sa ligne de montage à cent voitures par heure. Une autre grève tout aussi dure et tout aussi longue – 26 semaines – eut lieu à Norwood, Ohio. Vers la fin de l'année 1972, la pression de la base réussit à forcer les représentants du syndicat Local 25 de Saint-Louis à appeler à une grève nationale de toutes les usines de GMAD. Lors de la rencontre du conseil GMAD de l'UAW, les présidents locaux allèrent jusqu'à ratifier ce plan.

La réponse de Leonard Woodcock, président de l'UAW, et de l'appareil de l'UAW n'aurait pas pu être plus nuisible. Au lieu d'organiser les grèves nationales exigées par leurs militants, ils instituèrent une soi-disant « stratégie Apache ». Elle consistait à appeler à des grèves locales, annoncées à l'avance, de deux à trois jours, pendant plusieurs semaines successives dans plusieurs usines GMAD pendant deux ou trois jours. Compte tenu de l'avertissement préalable et de la brièveté des grèves, il fut facile pour General Motors d'ajuster ses opérations pour s'assurer qu'elles ne soient pas perturbées. Aussi, il était difficile de trouver une meilleure tactique pour désorganiser et démoraliser l'activité militante. Elle a réussi à briser la dynamique embryonnaire qui se manifestait en faveur de l'unité, elle a forcé les travailleurs à affronter individuellement les employeurs, et elle fut presque calculée

¹² Pour un excellent compte-rendu des grèves de mineurs dans les années 1960 et 1970, voir Paul Nyden, « Miners for Democracy: Struggle in the Coal Fields », Thèse de doctorat, Université de Columbia, 1974.

ⁿ Département de montage de General Motors [*General Motors Assembly Division*]

pour empêcher la victoire. Précisément, elle a montré aux travailleurs de quel côté sont leurs dirigeants, et elle a atteint son objectif, briser le mouvement.

Si, d'une manière ou d'une autre, les ouvriers de l'automobile n'avaient pas compris que leur direction libérale-socialiste était sensible aux problèmes de l'entreprise, cela devint parfaitement clair dans les quelques années qui suivirent, lorsque Doug Fraser lui-même occupa le devant de la scène. Au cours de l'été 1973, des travailleurs noirs prirent le contrôle, de façon spectaculaire, d'une usine Chrysler à Detroit pour protester contre la dégradation des conditions de travail, contre des températures bien trop élevées et contre des contremaîtres racistes. À la surprise générale ils obtinrent une première victoire. En revanche lorsqu'ils tentèrent une deuxième fois (à mauvais escient) la même tactique d'occupation, les directions syndicales étaient prêtes. Fraser conduisit 1000 membres de l'UAW à écraser physiquement le piquet de grève à l'extérieur de l'usine occupée et à disperser le mouvement.

Le processus de trahison sociale syndicaliste a bien sûr atteint son apogée avec la récente série de contrats de concession. Ceux-ci commencèrent en 1978-1979 avec le célèbre contrat pour sauver Chrysler ; il fut négocié par Doug Fraser comme un élément du plan de sauvetage conçu par le gouvernement Carter. L'accord fut suivi à General Motors et à Ford d'un ensemble d'accords de compensation, censés être temporaires, pour aider les entreprises à affronter la grave récession de 1979-1982. Or, avec le retour à la prospérité et à des profits record dans le secteur automobile, les dirigeants syndicaux ne modifièrent pas leur pratique. Au contraire, dans le contrat négocié en septembre 1984, l'UAW donnait à General Motors le feu vert pour poursuivre ses ambitieux projets, qui consistaient à la fois à déplacer une partie significative de leur production au Japon et en Corée et à moderniser radicalement les opérations qui restaient aux États-Unis, même si de telles politiques allaient anéantir la force de travail dans l'automobile. Encore une fois l'entière dépendance des bureaucrates ouvriers, de gauche et de droite, à la profitabilité de « leurs » entreprises n'aurait pas pu être exprimée de façon plus déterminante¹³.

Les syndicats du secteur public

La trajectoire des syndicats du secteur public a coïncidé avec celle des syndicats de l'automobile. Une direction explicitement « sociale-démocrate » y a pris la tête du mouvement à une échelle probablement jamais vue nulle part ailleurs dans le mouvement ouvrier. Jarry Wurf, président de l'AFSCME^o, et Victor Gotbaum, dirigeant de l'immense District 37 de New York, étaient tous deux membres du DSOC, et District 37 compte dans ses rangs de nombreux partisans des DSA, dont le président local et une bonne partie de la bureaucratie. Il n'empêche que ces personnes de gauche constituaient le cœur du syndicalisme dans le secteur public. L'ironie veut que ce soient les « apolitiques » de la région qui ont porté la plus grande responsabilité de la pression exercée par la base dans l'AFSCME pendant les années 1970. Les grèves combattives menées par les employés municipaux en réponse aux versions gouvernementales (ville et État) de l'offensive patronale du milieu et de la fin des années 1970 ont eu lieu indépendamment de la direction « plus avancée » et plus « radicale ».

Ce fut particulièrement le cas à New York, qui dans les années 1970 était le bastion national du syndicalisme dans le secteur public. Lorsque la crise éclata en 1975, la base répondit de façon énergique, et elle ne fut écrasée que par ses dirigeants « de gauche ». Cette même année, les travailleurs de la santé débrayèrent pour mener une grève sauvage quasi-unanime. Toutefois, la direction refusa de transiger et permit à la grève d'être écrasée. Les membres du syndicat enseignant

¹³ Pour une intéressante présentation du tout dernier et très important accord dans l'automobile, voir Eric Mann, « Send in the Robots: How UAW sold out its membership 1984 », *L.A. Weekly*, 4-10 janvier 1985.

^o Fédération américaine des employés fédéraux, des employés d'État et des employés municipaux [*American Federation of State, County and Municipal Employees*] [NdT].

votèrent pour une grève officielle mais les dirigeants, conduits cette fois-ci par le « socialiste » conservateur Albert Shanker, les forcèrent à reprendre le travail au bout d'une semaine.

Dans le sillage de ces défaites, parmi d'autres, les dirigeants sociaux-démocrates furent libres de mettre la ville au service de la direction des banques et des entreprises via l'Aide municipale aux entreprises [*Municipal Assistance Corporation*] (MAC). Ils coopérèrent au dépècement des services municipaux venant en aide aux ouvriers pauvres en émettant à peine un gémissement rhétorique. Des dizaines de milliers d'emplois furent supprimés, ceux qui restaient furent taylorisés. Il est commun de trouver dans les écoles de New York des classes de plus de quarante élèves. Une grande partie des lits des hôpitaux publics furent supprimés dans. Dans le même temps, en remerciement de leur coopération pour avoir sauvé la ville de la ruine financière, les travailleurs syndiqués furent obligés d'accepter un nombre croissant de contrats concessionnaires, tout en voyant leur syndicat se réduire à peau de chagrin.

Winpisinger, PATCO^p et le Jour de solidarité

Même si l'image des directions syndicales des mineurs, des automobiles et du service public a été ternie par leur comportement tout au long de l'offensive patronale, le président de l'Association internationale des machinistes [*International Association of Machinists*] (IAM) William Winpisinger est resté un héros pour la gauche sociale-démocrate. Membre des DSA, il appellera au pied levé pour n'importe quelle mesure en faveur d'une réforme progressiste et (entre les élections) il exigera même que la classe ouvrière rompe avec le Parti démocrate. Il est toujours l'un des orateurs les plus en vue lors des conférences des DSA et des tables rondes de l'intelligentsia.

Pourtant « Wimpy » n'a jamais cherché à dissimuler son mépris pour l'organisation de la base, qu'elle soit passée, présente ou à venir : « La direction d'un syndicat donne presque toujours un reflet assez précis de ce que pensent les adhérents », disait-il récemment dans un entretien au journal *The Guardian*. On lui demanda ce qu'il pense des Teamsters, certainement un cas différent. « Peut-être pas », répondit-il. « C'est aux militants de faire évoluer la situation ». Ainsi, concrètement, peut-on affirmer que Winpisinger soutient le mouvement de la base dans ce syndicat ? Non, dans ses propres termes, les Camionneurs pour un syndicat démocratique [*Teamsters for a Democratic Union*] (TDU) se composent de « forces extérieures ». « Ils m'ont demandé de les soutenir », affirma-t-il. « Alors je me suis demandé, mince, à quoi rime de résoudre ce problème en venant ici et en faisant la même chose ? ». De plus, Winpisinger dénonçait Ed Sadlowski, le réformateur modéré du syndicat des sidérurgistes, et il affirmait soutenir la direction syndicale notoirement réactionnaire. Il n'attribuait aucun mérite, disait-il, à l'accusation de Sadlowski selon laquelle l'appareil d'USW^q s'est mobilisé de façon non démocratique pour l'arrêter ; au contraire il s'interrogeait : « quel problème cela pose-t-il ? Le personnel n'a-t-il pas non plus des droits démocratiques ? ». Winpisinger ajouta que Sadlowski avait « coupé les ponts » en se présentant à la présidence d'USW sur une « plate-forme de gestion d'escroc ». « À mes yeux, c'était un populisme irresponsable », affirma Winpisinger¹⁴.

Bien plus significatifs que sa parole furent les actes de Winpisinger. Il a récemment montré, lorsqu'il s'est agi de couper court à un mouvement tendant vers une lutte militante de masse contre les entreprises, qu'il est uni avec le reste de la bureaucratie ouvrière, qu'elle soit de gauche ou de droite. Durant l'été 1981, Reagan donnait le coup d'envoi de sa guerre renforcée contre le mouvement ouvrier lorsqu'il décida l'abolition pure et simple de l'Organisation professionnelle des contrôleurs aériens [*Professional Air Controllers Organization*] (PATCO) pour avoir osé se mettre en grève. Comme par hasard, à peu près au même moment, l'AFL-CIO prévoyait des manifestations pour sa soi-disant Journée de solidarité, afin d'initier le traditionnel effort électoral-législatif contre Reagan.

^p Organisation professionnelle des contrôleurs aériens [*Professional Air Traffic Controllers Organization*] [NdT].

^q Sidérurgistes unis [*United Steelworkers*] [NdT].

¹⁴ Ben Bedell, « Winpisinger's Wimpy Socialism », *The Guardian*, 20 février 1980.

À la surprise générale, environ 750 000 personnes montrèrent leur force potentielle en participant à la marche à Washington, alors que des dizaines de milliers d'autres défilaient à la plus importante manifestation de la journée du travail depuis des décennies. PATCO avait une délégation importante et active à chacune de ces manifestations.

C'était une bonne occasion pour la direction ouvrière de saisir l'opportunité de rallier derrière PATCO le mouvement ouvrier, qui s'était spontanément soulevé, et de lancer une contre-offensive face aux employeurs et à Reagan. Sans surprise, néanmoins, les responsables de l'AFL-CIO, à tous les niveaux, n'ont absolument rien fait. Winpisinger en particulier refusa d'appeler ses militants à soutenir les piquets de grève de PATCO. La puissante IAM des machinistes de l'aéronautique aurait certainement pu fermer les aéroports et, si Winpisinger avait souhaité agir, appeler le reste du mouvement ouvrier à se ranger derrière elle en soutien à PATCO et contre Reagan. Quelle fut l'excuse de Winpisinger pour ne pas être aux côtés des pilotes ? Avec la mentalité de commerçant typique de la bureaucratie ouvrière, Winpisinger expliqua que soutenir PATCO aurait été illégal et risqué pour le syndicat, que cela aurait été dangereux pour son appareil, en particulier parce que les hauts dirigeants de l'AFL-CIO avaient décidé de ne pas intervenir (comme s'ils l'avaient déjà fait ou comme s'ils le feraient). La conséquence fut que le mouvement ouvrier dans son ensemble fut, encore une fois, réexpédié vers la voie électorale, initiant la campagne de triste mémoire qui atteignit son *dénouement*^r prévisible et désastreux dans le récent fiasco Mondale⁵.

Une double stratégie ?

Dans la mesure où les partisans d'une nouvelle social-démocratie s'appuient, comme il se doit, sur les forces sociales-démocrates et réformistes déjà existantes, en particulier sur toutes les ailes de la bureaucratie syndicale, ils se trouvent confrontés à un dilemme. Historiquement la bureaucratie syndicale a fourni une base ouvrière toute prête aux promoteurs politiques d'une orientation sociale-démocrate. Pourtant, depuis le tournant du vingtième siècle, aux États-Unis comme partout dans le monde, les mêmes bureaucrates ont fait valoir leur droit exclusif de parler au nom de cette base et de la contrôler dans le parti, tout en s'opposant systématiquement aux soulèvements militants de la base qui ont périodiquement offert à la social-démocratie en particulier et la gauche en général les meilleurs opportunités pour apporter plus de radicalité à la conscience ouvrière¹⁵. Michael Harrington, dirigeant des DSA, reconnut le dilemme dans un entretien voici quelques années : « Si vous me demandez s'il est possible pour une personne dans le mouvement syndical, qui est actuellement membre du DSOC, d'être figée et enracinée dans la bureaucratie au point où elle sera effrayée par le mouvement de la base et où elle cherchera à le réprimer, je pense que c'est déjà arrivé par le passé et je suppose que cela arrivera dans le futur. Que ferons-nous alors ? J'espère que nous rejoindrons la base... mais je ne garantis pas que tous le fassent. Il est impossible de le prévoir ». Moins désireux qu'Harrington de ne dépendre que de bonnes intentions – et peut-être plus concernés que lui par l'intérêt des bureaucraties syndicales pour les partis sociaux-démocrates – certains des actuels partisans de la nouvelle social-démocratie ont élaboré une stratégie plus nuancée face au problème – une stratégie double : ils suggèrent de s'allier avec les éléments « progressistes » des dirigeants du parti et en même temps d'organiser la base, indépendamment et à partir d'en bas, sur le lieu de travail et à l'échelle de l'industrie. Cette tactique mériterait d'être prise en considération, s'il existait déjà un fort mouvement indépendant de la base qui soit en capacité d'agir pour lui-même et d'influencer des organisations politiques. Or à présent un tel mouvement n'existe pas. Par conséquent la question qui se pose à l'heure actuelle, lorsque l'enjeu

^r En français dans le texte [NdT].

⁵ Walter Mondale fut le candidat du Parti démocrate à l'élection présidentielle en 1984. Il fut très largement battu par Ronald Reagan [NdT].

¹⁵ Pour une présentation classique de ces développements, voir Carl E. Schorske, *German Social Democracy 1905–1917* (1955).

décisif est précisément de donner vie à un tel mouvement, est de savoir s'il sera possible en même temps de travailler avec les « gauches » syndicales en construisant la social-démocratie et de s'en prendre à ces mêmes gauches en construisant le mouvement à la base. Peut-on affirmer sérieusement à ce stade que les Fraser, Wurf, Winpisinger et leurs semblables s'allieront avec le peuple autour d'un projet politique, tout en sachant parfaitement que dans le même temps ils s'opposent à lui dans « leurs propres syndicats » ? Poser cette question revient à y répondre. Cela explique pourquoi le mouvement social-démocrate embryonnaire aux États-Unis n'est absolument pas parvenu à tenir tête aux dirigeants syndicaux hégémoniques sur leur propre terrain, malgré la liste déjà longue des dissuasions bureaucratiques que les dirigeants ont exercées contre l'initiative et l'activisme de la base indépendante. En d'autres termes, les nouveaux sociaux-démocrates ont déjà validé la structure juridique séparée « en deux pôles » qui a marqué les partis sociaux-démocrates dès l'origine et les a largement aidés à perpétrer leur dynamique autodestructrice.

VI. La lutte électorale, un mode de construction du mouvement ? La campagne de Jesse Jackson

Dans le sillage du rapide déclin des mouvements à la fin des années 1970 et au début des années 1980, les directions réformistes officielles – la bureaucratie syndicale, la direction noire officielle, l'aile libérale du Parti démocrate – se sont plus encore limitées à la voie électorale. Dans ce contexte, ceux qui voulaient faire revivre la démocratie n'avaient d'autre choix que de faire de nécessité vertu. Eux-mêmes s'axèrent encore plus étroitement sur les campagnes électorales et ils justifiaient cette tactique soit en affirmant qu'ils se servaient de ces campagnes pour organiser des luttes de masse, soit tout simplement en construisant les campagnes elles-mêmes comme des mouvements de masse. En l'absence de mouvement de masse déjà existant, de telles perspectives sont trompeuses. Bien sûr on ne peut pas exclure qu'il existe une opportunité de transformer le potentiel accumulé dans les luttes de masse en victoires électorales et en réforme législative ; en revanche, l'inverse est rarement concevable, voire jamais. Ceux qui envisagent cette stratégie ne peuvent le faire que parce qu'ils confondent la signification de la lutte électorale à la fois avec la direction du Parti démocrate et avec sa base, et parce qu'ils ne parviennent pas à tenir compte de ce qui est nécessaire pour mener des campagnes électorales avec succès.

Gagner les élections et organiser des mouvements de masse

J'ai déjà mis l'accent sur le fait que l'utilisation de la lutte électorale pour organiser les masses est largement problématique, car les forces réformistes officielles, qui constituent une large partie des troupes dans les campagnes du Parti démocrate, conçoivent explicitement la voie électorale comme une alternative à l'organisation de masse. Utiliser la campagne électorale du Parti démocrate pour construire le mouvement devrait être fait, pour ainsi dire, à leur corps défendant. Les directions bureaucratiques ne constituent pas la seule force qui dans le Parti démocrate s'oppose à l'utilisation des campagnes électorales l'organisation des masses ou pour des manœuvres politiciennes à gauche. En l'absence durable de lutte de classe majeure, la base du Parti démocrate et ses recrues potentielles ne sont probablement pas plus à même que la direction d'assumer ces efforts. Le fait le plus évident, et certainement le plus important, est que les personnes favorables à la réforme qui choisissent de militer dans le Parti démocrate ou qui sont attirées par les campagnes de candidats « progressistes » du Parti démocrate croient que le processus électoral fournit un outil efficace pour obtenir des réformes. S'ils sentaient, comme certaines personnes de gauche qui impulsent le nouveau mouvement social-démocrate, que la voie électorale ne peut pas en soi dégager la puissance nécessaire pour obtenir des réformes, ils ne dépenseraient pas une telle quantité d'énergie pour le travail électoral. En revanche, parce qu'ils prennent au sérieux la voie électorale, ils souhaitent gagner, et parce qu'ils souhaitent gagner, ils refuseront d'être associés aux perspectives de gauche visant à utiliser des campagnes électorales pour l'organisation de masse ou pour la

propagande de gauche. C'est d'autant plus vrai qu'ils croient, avec raison, que de tels programmes seraient contre-productifs si le but est de gagner les élections.

Gagner des élections obéit à une logique implacable, qui est très différente de la logique consistant à gagner des grèves ou à réussir à organiser des actions militantes de masse quelles qu'elles soient. L'élément décisif dans les grèves et les formes similaires de protestation dont l'objectif est d'obtenir des gains concrets des propriétaires ou du gouvernement n'est pas seulement le nombre de personnes impliquées mais la nature de *ce qu'elles font*. Pour gagner, en particulier lorsque la crise économique s'approfondit, les personnes devront construire une puissance nouvelle et prodigieuse, car ils devront *arracher* les concessions désirées, puisque ce n'est qu'en exerçant une forte pression qu'elles seront obtenues des employeurs ou de l'État. Ainsi, pour gagner, ils *doivent* développer la plus grande solidarité, ils *doivent* prendre des risques, ils *doivent* faire des sacrifices, ils *doivent* être prêts à mener des actions illégales et à faire usage de la force, et, au final, il leur *faut* développer l'argumentaire qui explique et justifie leurs actions, à la fois pour eux-mêmes et pour les autres. Tout ceci est nécessaire pour gagner, car ce qui est engagé est une épreuve de pouvoir directe avec les employeurs et/ou avec l'État. Sans de telles confrontations directes, peu de choses peuvent être gagnées, en particulier pendant les périodes de contraction économique comme la présente. Pour cette raison, les personnes de gauche ont beaucoup à apporter dans les grèves et dans les luttes de même nature – avant tout une compréhension de ce qui est nécessaire, en termes à la fois organisationnels et théoriques, pour réussir à construire un mouvement de masse, ainsi qu'une volonté d'agir sur cette compréhension.

Gagner une élection est tout-à-fait différent ; cela exige deux choses élémentaires : 1) attirer 50 % des électeurs plus un ; 2) amener les soutiens potentiels aux urnes. Le reste importe peu. De l'argent et des personnes, c'est-à-peu près tout le nécessaire. Il en résulte que pour gagner il faut adapter son programme au niveau de conscience des électeurs. La gauche doit se déplacer à droite, la droite doit se déplacer à gauche. L'enjeu de la bataille porte sur les voix du centre¹⁶. Cela ne revient pas à nier que les luttes de masse et les transformations associées de la conscience politique sont utiles, en théorie, pour un candidat libéral ou de gauche. Il s'agit simplement de signaler que, pendant une campagne électorale, qui est courte, il est, en pratique, presque toujours impossible ne serait-ce que de tenter de donner vie à un tel mouvement. C'est rarement le cas, et il serait absurde de faire reposer une campagne là-dessus. Fondamentalement, pour gagner une élection, il faut accepter la conscience telle qu'elle est et chercher à s'adapter.

Il existe naturellement des limites que les candidats ne peuvent pas franchir sans faire fuir le noyau de leurs soutiens ; mais ces partisans sont souvent assez flexibles. D'abord, où pourraient-ils aller ? Ils ne vont pas soutenir l'opposition (à droite) car ce serait contre-productif. En même temps, et c'est tout aussi important dans ce contexte, les partisans du candidat de la réforme acceptent presque toujours librement la nécessité de modérer son image et son programme car ils comprennent eux aussi que c'est nécessaire pour gagner. D'ailleurs, tout ce qui compte c'est de gagner puisqu'absolument rien ne peut être obtenu sans qu'un candidat accède au pouvoir. Pour l'écrasante majorité des dirigeants et des partisans de la campagne des démocrates progressistes, il n'existe aucune autre récompense.

C'est à cause d'une telle logique que les militants démocrates de base partisans de la réforme n'ont qu'une sympathie limitée pour les radicaux qui veulent utiliser la campagne « non seulement » pour gagner mais aussi pour construire l'organisation et faire évoluer les consciences. D'abord ils comprennent que si le/la candidat/e était associé/e à des idées radicales (comme il/elle le serait si ses partisans émettaient des idées de gauche dans la campagne), il serait bien plus difficile de gagner le vote modéré. Ils comprennent également que c'est tout aussi vrai, à plus forte raison même, de toute forme d'organisation d'action militante directe de masse, car de toute évidence cela effraiera

¹⁶ Bien sûr la pression de cette logique électorale est encore plus importante lorsque le scrutin est majoritaire, comme aux États-Unis, en contraste à un scrutin proportionnel.

les électeurs modérés potentiels. C'est à partir de ce type de raisonnement que certaines des nouvelles forces sociales-démocrates « ont compris » le déplacement à droite de Mondale lors de la dernière campagne présidentielle. Compte tenu de l'évolution politique de l'électorat vers la droite, se demandent-ils, aurait-il pu faire autrement ? Bien sûr c'est précisément parce que la perspective électoraliste doit accepter comme *donné* le niveau des mouvements de masse et de la conscience politique des masses qu'en fin de compte, elle est, comme les autres stratégies réformistes, vaine et contre-productive.

*Du mouvement noir à la classe moyenne noire*¹⁷

C'est sans surprise que les partisans de la récente campagne de Jesse Jackson pour la nomination présidentielle prétendirent que sa campagne avait quelque chose de différent. Certains ont soutenu qu'elle consistait *de facto* en une extension et une culmination logique du mouvement noir des années 1960. D'autres ont affirmé que, quelles que soient les intentions de Jackson lui-même, sa campagne électorale a eu pour effet objectif la construction d'une « Coalition arc-en-ciel » dont l'objectif est non seulement le renouveau du mouvement des droits civiques mais aussi l'unification des mouvements populaires de la classe ouvrière, des femmes, des homosexuels, des Latinos, tout autant que des Noirs. D'autres encore, comme Manning Marable, ont défendu les deux positions, allant jusqu'à affirmer que le mouvement Jackson représentait réellement à la fois une « social-démocratie » noire déjà solide et l'avant-garde de la gauche.

Pourtant, que ce soit au tout début de la campagne de Jackson ou après, le mouvement noir reste de loin à son niveau le plus bas depuis des décennies, on observe très peu de luttes, quelle que soit leur ampleur, dans la communauté noire – pas de grèves ni de luttes pour le logement, pour les services, ou d'autres campagnes de ce genre. Bien plus que toute autre chose, c'est l'échec du mouvement noir qui a déterminé la nature de la politique noire dans la période récente. Dans les années 1960, le mouvement noir était dans une dynamique favorable et pour obtenir des réformes importantes « de l'extérieur », il s'appuyait sur l'action militante de masse directe, pas sur le bulletin de vote. Ce faisant, des organisations noires radicales comme le SNCC, le CORE et le *Black Panther Party* sont parvenues à desserrer, de façon partielle et temporaire, l'emprise politique longtemps exercée sur la communauté noire par des organisations représentant, de façon plus ou moins explicite, la classe moyenne noire – la NAACP, la Ligue urbaine... Même dans les années 1960, ces organisations traditionnelles préconisaient de modérer l'action directe et insistaient surtout sur la tactique et les pressions législatives-électorales, mais elles ont vu leur influence politique décliner dans la communauté noire, du moins tout au long des années 1960.

Pourtant, avec la répression politique des années 1960 et avec la crise économique qui a suivi, les organisations militantes noires et leurs options subirent un affaiblissement majeur et elles entrèrent dans une période de profond déclin. Même à son apogée, le mouvement noir n'a absolument pas été capable, pour des raisons évidentes, de gagner du potentiel ou de consolider une position à un comparable au mouvement ouvrier des années 1930 ; de la sorte il n'a pas non plus été capable de maintenir son influence au moment où il commençait à s'essouffler. Cette évolution fut particulièrement marquée dans la mesure où le déclin du mouvement noir eut lieu à une période marquée à la fois par un approfondissement de la contraction économique et par un renforcement de l'offensive patronale, alors que le contexte du déclin du mouvement ouvrier fut la spectaculaire expansion d'après-guerre – il fut d'ailleurs occulté par elle. Le fait que la crise et le déclin économiques ont précisément affecté de façon disproportionnée les industries lourdes (automobile, sidérurgie...) dans lesquelles les ouvriers noirs ont le plus massivement intégré la force de travail – et où les Noirs avaient joué des rôles déterminants dans l'activisme éphémère du début des années 1970 – a naturellement aggravé les choses, renforçant l'insécurité économique des travailleurs noirs

¹⁷ Pour cette section et les suivantes à propos de la campagne de Jackson, voir en particulier Anthony Thigpen « Jesse Jackson and the Black Movement », *Against the Current*, n°3, automne 1984.

et réduisant la possibilité déjà assez limitée d'unir les aspirations noires aux luttes du mouvement ouvrier organisé. Il se trouve que l'explosion du chômage des Noirs – le double de la moyenne nationale, et même jusqu'à 50 % pour les jeunes Noirs – a constitué un autre facteur décisif de démoralisation, rendant encore plus ténue la possibilité pour la communauté noire de déclencher une riposte.

En même temps que le mouvement noir se désintérait, la classe moyenne fut petit à petit en mesure de réaffirmer sa domination sur le paysage politique noir. Il s'est avéré que les travailleurs qualifiés, les chefs de petites entreprises, les fonctionnaires et les politiciens noirs furent les essentiels bénéficiaires matériels du mouvement noir ; ils furent également ses principaux héritiers politiques – même s'ils n'avaient pas été ses premiers initiateurs. Ils pourvurent en personnel les nouveaux programmes de lutte contre la pauvreté. Ils tirèrent le plus grand bénéfice du développement des postes de supervision dans les gouvernements d'État et dans les gouvernements locaux. Ils se taillèrent, avec leurs enfants, la part du lion dans les positions ouvertes par les programmes de discrimination positive dans les universités et dans les emplois qualifiés. Eux aussi souffrirent de l'affaiblissement du mouvement militant noir, tout autant que de l'approfondissement de la crise économique des années 1970. Toutefois la classe moyenne noire fut capable de s'ajuster et de tirer le meilleur profit de la nouvelle situation, alors que l'écart de revenu avec les Noirs ouvriers et pauvres augmenta beaucoup dans les années 1970. Surtout la classe moyenne noire fut en mesure d'imposer de nouveau sa vieille ligne politique.

L'emprise croissante de la classe moyenne noire sur la sphère politique noire se manifestait dans le fait que, au moment où la communauté noire s'écartait de la tactique de l'action militante de masse, elle adopta intégralement la stratégie privilégiée de la classe moyenne noire : faire élire des progressistes noirs. Le tournant vers l'électoratisme fut symbolisé de manière spectaculaire par l'abandon par les *Black Panthers*, très affaiblies par la répression policière et politiquement isolées, de leur tactique autrefois militante en faveur d'une attention purement électorale. Lorsque Bobby Seal et Elaine Brown se portèrent candidats à la mairie et au conseil municipal d'Oakland en 1972-1973, ils posèrent des jalons pour les rescapés du mouvement noir. Toutes les perspectives politiques de la classe moyenne noire n'étaient pas non plus épuisées par un électoratisme pur et simple ; cela impliquait également l'établissement de liens avec les organisations noires officielles et avec de grandes entreprises en vue d'obtenir des aides financières pour le développement économique de la communauté noire. On pouvait s'attendre à ce que des hommes d'affaires et des employés qualifiés noirs jouent un rôle lucratif, même subordonné. Des organisations noires établirent parfois ces alliances de leur propre initiative – comme ce fut le cas pour l'accord entre la NACP et Exxon, ou les accords signés par PUSH^t, l'organisation de Jesse Jackson, avec Coca-Cola ou avec d'autres entreprises. Or il est bien naturel qu'une meilleure qualité de ces alliances passe par l'accession de Noirs occupant à la tête d'importants bureaux urbains ; l'électoratisme et l'alliance avec le grand capital étaient en général étroitement liés.

Des années 1970 au début des années 1980, la politique noire fut entièrement dominée par l'effort électoral¹⁸. Quatre des six plus grandes villes du pays – Chicago, Los Angeles, Philadelphie et Détroit – et vingt villes de plus de 100 000 habitants sont aujourd'hui administrées par un maire noir. En 1973, on ne comptait que 48 maires noirs dans le pays ; aujourd'hui ils sont 229. Les nouveaux maires noirs ont presque tous poursuivi la même stratégie : une alliance de plus en plus étroite avec les entreprises. Les maires noirs s'attachent à ce que les gouvernements accordent des réductions d'impôts, augmentent les taxes de vente^u (régressives), accordent des subventions (notamment des allègements fiscaux, des prêts avantageux...) aux entreprises afin de créer les conditions pour qu'elles investissent. Des maires noirs comme Maynard Jackson, Coleman Young et Kenneth Gibson

^t Peoples unis pour sauver l'humanité [*People United to Save Humanity*] [NdT]

¹⁸ Pour une analyse détaillée de la pratique récente de l'électoratisme noir, sur lequel se fonde ce paragraphe, voir Monte Pilawski, « The Limits of Power », *Southern Exposure*, 12, février 1984.

^u L'équivalent de la TVA [NdT].

ont depuis au moins une décennie fait de l'investissement des entreprises la pierre angulaire de leurs stratégies de développement urbain. Andrew Young, récemment élu, n'a pas non plus attendu longtemps avant d'insister sur la nécessité de capital privé pour alimenter l'économie de sa ville, et comme signe de ses intentions, il a rapidement fait adopter une hausse de 1 % de la taxe de vente. Des politiciens tenant un discours plus à gauche, comme Richard Hatcher, à Gary, ont pour l'essentiel, pendant les années 1970, mis en œuvre les mêmes politiques, seule la rhétorique les distinguant. Cela repose bien sûr sur l'espoir que, si les entreprises sont encouragées, elles investiront, et les bénéficiaires « ruisselleront » sur la communauté noire. Malheureusement les données statistiques ne manquent pas pour démontrer qu'aucun maire noir n'a pu ralentir, ne serait-ce que légèrement, la courbe déclinante du développement économique pour les travailleurs et les pauvres noirs pendant les années 1970 et au début des années 1980. Il n'en reste pas moins que la classe moyenne noire a bénéficié de cette pratique. Les personnels qualifiés ont obtenu des postes de supervision et de gestion, et les chefs de petites entreprises des contrats de sous-traitance avec les grandes sociétés.

Les politiciens noirs démocrates les plus candides et les plus mesurés n'affichent pas ostensiblement leur stratégie. Ils font état de l'importante contrainte qui pèse sur leurs possibilités d'action du fait de la coupe des fonds fédéraux et de la détérioration de la base fiscale urbaine liées à l'évasion des capitaux et à la crise économique. Ils ont certainement raison sur ce point. Il est vrai qu'en l'absence de lutte de classe massive qui puisse arracher des concessions au gouvernement et aux entreprises, au niveau national comme au niveau local, les villes sont à la merci des entreprises et de leurs exigences de profit. En attendant les maires noirs peuvent toujours adopter le discours des mouvements noirs des années 1960, mais pas les actes. Surtout, ils présentent leur tendance tout-à-fait légaliste en faveur de l'enregistrement des électeurs et de la pression pour élire des démocrates noirs comme l'extension des anciens mouvements des droits civiques – en oubliant de mentionner les mobilisations de masse, l'illégalité, et les tactiques de confrontation qui donnaient leur force à ces mouvements (ainsi que le fait qu'il s'agissait de luttes pour les droits, pas de compétitions électorales). Comme le fit remarquer Joseph Madison, responsable de l'enregistrement des électeurs pour la NAACP, à l'occasion de la rencontre du « Black Leadership Family » en 1982, à laquelle assistèrent plus de 1000 personnes, surtout des employés qualifiés, des politiciens, des représentants du gouvernement : « L'activisme du bon vieux temps, c'est du passé. C'est à partir de ces Noirs aisés des classes moyennes, qui ont reçu une bonne éducation, qui ont travaillé au cœur de la vie économique, que nous devons développer des militants spécialisés »¹⁹.

La campagne de Jesse Jackson pour la nomination démocrate à l'élection présidentielle a constitué l'apogée de la stratégie électoraliste que la classe moyenne noire met en œuvre depuis plus d'une décennie. Nombre des principaux partisans de Jackson sont des conseillers, comme Richard Hatcher, à Gary, ou Harold Washington, à Chicago, sont des maires noirs acquis à la réforme, tiennent un discours de gauche. De fait, la spectaculaire campagne de Washington pour la mairie de Chicago fut le précurseur immédiat et, de bien des façons, le modèle de l'effort de Jackson lui-même.

La campagne de Washington

Comme ils le firent à propos du travail de Jackson, de nombreuses personnes de gauche considérèrent avec insistance la campagne de Washington comme un mouvement social de masse. Les manifestations étaient immenses, l'enthousiasme était sans limite, la rhétorique était exaltante, mais il n'en reste pas moins que la campagne de Washington n'était rien d'autre que cela. Elle n'a pas émergé de, ni n'a été accompagnée de luttes d'opposition de quelque nature que ce soit dans la communauté noire. Les responsables du Comité du logement de Chicago n'organisèrent aucune manifestation (ni ne formulèrent aucune revendication) pour l'amélioration des conditions. Aucune grève ouvrière n'eut lieu pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions ou des

¹⁹ Cité dans Thigpenn, « Jesse Jackson », p. 16.

allocations, aucune usine ne fut fermée. Les conditions d'existence de la communauté noire de Chicago se détériorèrent rapidement, mais le niveau d'activisme et d'organisation politique des Noirs déclina au même rythme. En aucun cas Washington ne fut porté au pouvoir par une vague de mouvements existants de Noirs qui s'organisaient contre les employeurs et contre le gouvernement. La campagne de Washington – qui, comme toute autre campagne électorale, restait exclusivement axée sur l'élection du candidat – n'a pas non plus cherché à donner vie à un tel mouvement. Au contraire, comme le fit remarquer un observateur, « tout demeura clairement dans les limites de la politique traditionnelle – même si ce fut un type particulièrement bruyant et chahuteur de politique traditionnelle. Les espoirs de tous se concentraient sur Harold Washington – ils n'avaient pas d'espoir ou d'attente en eux-mêmes »²⁰.

Que s'est-il passé depuis l'élection ? Même si elle a porté un coup puissant à la vieille machine et permis à de nombreux Noirs et Latinos d'accéder à des postes officiels importants, la municipalité de Washington a dans une large mesure fonctionné comme d'autres régimes libéraux en période de crise. Dès sa prise de fonction, Washington prôna explicitement « l'austérité » et il fit adopter une réduction du personnel de la municipalité. Il défendit un projet en faveur de la négociation collective pour les travailleurs municipaux mais uniquement après avoir cherché à faire adopter un texte qui aurait privé les syndicats du droit de grève. Peu de temps après, Washington contraignait le Syndicat uni du transport [*Amalgamated Transit Union*] à accepter un dispositif consistant à différer le paiement de 26 millions de dollars dans leur fonds de retraite, les menaçant de 1500 licenciements en cas de refus. Plus important peut-être, Washington n'accorda aucun soutien au syndicat des enseignants – majoritairement noirs – dans leur grève de trois semaines en octobre 1984, qui fut dure et se solda par un échec. En réalité, le procureur de Washington chargé des litiges au travail, Richard Laner, aida le conseil scolaire à concevoir le dispositif final et à vaincre le syndicat. Washington ne protesta même pas lorsqu'US Steel ferma son usine de Southside Southworks (qui employait entre 5000 et 7000 ouvriers il y a quelques années seulement) malgré des concessions majeures du Syndicat des sidérurgistes unis. Pendant ce temps, Washington, comme tous les maires noirs du pays, Washington déploya de nombreux efforts en vue de construire un groupe de travail pour le développement économique, dont les membres ressemblaient à ceux de la fine fleur du milieu des affaires à Chicago – avec les plus hauts responsables des principales banques, de toutes les entreprises de fabrication et de toutes les sociétés de construction. Il faut reconnaître que Washington a été durement touché par la tactique d'obstruction de ce qui reste du vieil appareil blanc. Cela dit, il n'a lui-même pas levé le petit doigt en faveur de la communauté noire, ou des travailleurs en général, pour les aider à s'organiser dans leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions d'existence. Comme un politicien libéral traditionnel, Washington ne mena aucun mouvement social de masse pendant sa campagne ; il fut, pendant son mandat, lié au mouvement social ; il ne fit rien pour en construire un.

La campagne de Jackson

Il apparut de plus en plus clairement tout au long de sa campagne, tout autant du fait de ses partisans que de ses opposants, que Jesse Jackson mettait en œuvre, de façon à la fois intentionnelle et explicite, la stratégie de la classe moyenne noire et des politiciens noirs consistant à renforcer leur influence dans le Parti démocrate en particulier et dans la société américaine en général. Le principal objectif de Jackson était d'obtenir l'enregistrement des millions de Noirs non-inscrits. À l'aide de cette base électorale nouvellement créée, Jackson espérait pouvoir utiliser les primaires afin d'accumuler suffisamment de pouvoir pour influencer le Parti démocrate : Jackson et les politiciens noirs apporteraient au Parti démocrate un vote noir de plus en plus important pour les démocrates,

²⁰ Dan Labotz, « Harold Washington: The Hopes and the Realities », *Against the Current*, n°3, automne 1984, p. 40. Ma discussion de la campagne de Washington et de son aboutissement s'appuie très largement sur l'excellent article de Labotz, duquel je me suis approprié certains passages.

si en retour ceux-ci accordent aux politiciens noirs un rôle accru dans le parti et, de manière plus générale, font quelques concessions programmatiques. C'est précisément cette stratégie que suivirent les organisations ouvrières au cours des quarante dernières années, avec des rendements progressivement décroissants.

Alors que cela aurait dû paraître évident à ceux qui ont espéré que la campagne de Jackson constitue un mouvement de masse permanent, la stratégie de Jackson n'exigeait pas la construction de luttes de masse, ni même la création d'une importante organisation électorale. L'alpha et l'oméga consistaient à faire en sorte que les Noirs soient inscrits et votent pour Jackson aux primaires. C'est ainsi que personne n'aurait dû être surpris en constatant que l'organisation de Jackson, dans la mesure où elle existait, était totalement verticale. Elle était dirigée par des élites depuis longtemps inscrites dans le monde des affaires et dans le paysage politique noir, dont le but était d'accomplir un certain nombre de tâches électorales très précises. Elle ne jugeait pas nécessaire d'engager un processus de rétroaction et de suggestion, sans parler d'encourager l'auto-activité de masse nécessaire aux luttes sociales réelles. Bien sûr, Jackson organisait des manifestations et des marches massives, il prononçait des centaines de discours dans des églises communautaires locales. Sa personnalité est magnétique, et il généra énormément d'enthousiasme. Pourtant, malgré sa fougue rhétorique, il ne fit pratiquement rien pour renforcer les organisations de base de la communauté ; au contraire, il s'assura que les organisations déjà constituées dans la communauté, ainsi que leurs ressources, soient soumises à l'effort électoral.

Ces personnes de gauche qui affluèrent dans les Coalitions arc-en-ciel locales, comme elles avaient afflué dans la campagne de Washington, ne purent pas non plus inverser la tendance. Dans la plupart de cas, il est improbable qu'elles aient simplement essayé. La difficulté ne consistait pas en ce que les politiciens officiels exerçaient une mainmise sur l'organisation et la tactique de la campagne – même si ce fut un problème dans certains endroits, comme à Los Angeles²¹ –, mais en ce que la plupart des membres de la communauté noire qui se sont impliqués dans la construction de la campagne le faisaient naturellement avec un unique objectif à l'esprit – inciter à voter et gagner les primaires. Il n'est pas très surprenant que, quelques mois après les élections, la plupart des Coalitions arc-en-ciel locales s'étaient réduites à des coquilles vides, tenues par des personnes de gauche et des libéraux. Pas plus qu'avant la campagne elles ne constituaient des rampes de lancement pour de nouvelles luttes sociales, et la plupart cherchaient à survivre en s'immergeant dans de nouvelles campagnes électorales.

L'influence de Jackson

Précisément parce qu'il n'a pas construit un mouvement qui soit en mesure d'exercer le pouvoir hors du Parti démocrate et à hors des élections, Jackson échoua lamentablement, même dans ses propres termes. Lorsque le Parti démocrate, dans une arrogante démonstration de *realpolitik*, refusa d'intégrer le moindre élément programmatique décisif de Jackson, ce dernier fut pourtant contraint, de façon honteuse, à appeler à l'unité lors de la convention nationale et à soutenir Mondale. Certaines personnes de gauche jugèrent que c'était une trahison, mais en fait Jackson n'avait pas le choix, puisqu'il ne disposait d'aucune base pour rompre avec le Parti et partir seul. D'abord, Johnson lui-même n'avait pas pour intention de scissionner et il n'avait pas préparé ses partisans à le faire. Mais il est tout aussi important de remarquer que la campagne de Jackson avait émergé dans le contexte du déclin des luttes de masse de la communauté noire et elle ne contribua en rien à provoquer un mouvement qui soit, d'une manière ou d'une autre, indépendant de l'effort électoral de Jackson, ni même, en réalité, de la personnalité de Jackson. C'est la raison pour laquelle les partisans les plus radicaux et les plus indépendants de Jackson furent contraints de rester passifs quand capitula lors de la convention. Eux-mêmes dépourvus de base massive, ils ne disposaient d'aucun moyen pour faire pression sur le candidat. En l'absence de mouvements de masse déjà

²¹ Thigpenn, « Jesse Jackson », p. 16.

existants, une source décisive du pouvoir d'attraction de Jackson, non seulement auprès de ses soutiens parmi les politiciens et dans la bourgeoisie, mais aussi auprès de l'ensemble de la communauté noire, était son apparente capacité à proposer une stratégie réaliste pour la réforme. Que ce soit consciemment ou non, la majorité des partisans de Jackson envisageaient son intention d'utiliser les primaires pour influencer le Parti démocrate comme une alternative crédible à l'auto-organisation qui, à ce moment, n'avait pas l'air d'être au programme.

Si Jackson avait cherché, à un moment ou à un autre, à construire un mouvement électoral affichant son indépendance du Parti démocrate – avec pour objectif un processus durable de reconstruction de la gauche – il aurait certainement perdu le soutien de la classe moyenne noire, et sans doute aussi des masses noires. La plupart des Américains sont conscients que les partis dissidents n'ont aucun espoir, compte tenu du système électoral majoritaire, d'obtenir des gains réels, à moins d'être très importants – c'est-à-dire plus importants que tout ce qui est apparu dans le paysage politique depuis plus d'un demi-siècle. La prémisses pour une campagne efficace d'un troisième parti devrait être une transformation radicale et massive de la conscience politique nationale. Réciproquement cela dépendrait de changements historiques majeurs, l'émergence de luttes de masse d'une ampleur qui n'avait plus été observée depuis le soulèvement ouvrier des années 1930 n'étant pas le moindre. En l'absence d'une telle transformation, tous les efforts d'un troisième parti seront nécessairement limités à des objectifs de propagande – ce qui ne signifie pas qu'ils seraient sans valeur.

Parce que le point central de sa campagne était sa prétention d'être pragmatique, Jackson ne put pas refuser, avec ses alliés, de mobiliser contre Reagan après la convention, malgré le refus persistant des démocrates d'accorder la moindre concession. Les fidèles du Parti démocrate ont bien compris que la communauté noire, que ce soit la direction ou les masses noires, souhaitaient plus que toute autre groupe dans la société américaine vaincre Reagan. Refuser cet effort pour punir le Parti démocrate serait revenu à scier la branche sur laquelle ils sont assis. Ceci est bien sûr le dilemme propre à la direction officielle du mouvement ouvrier qui depuis des années a passivement soutenu les candidats du Parti démocrate, aussi anti-ouvriers soient-ils. Ceci est la stricte conséquence logique de la stratégie électoraliste.

Une social-démocratie noire dans le Parti démocrate ?

Manning Marable, célèbre écrivain et dirigeant national des DSA, a soutenu dans plusieurs essais récents que les représentants noirs et l'axe qu'ils constituent représente réellement, malgré le déclin durable des mouvements noirs, une « version américaine de la social-démocratie » dans le Parti démocrate et dans la société en général. Ce que veut dire Marable avec de tels propos est que les programmes sociaux et les idées que portent aujourd'hui les politiciens noirs sont beaucoup plus à gauche que ceux défendus dans la classe politique dominante blanche²². C'est certainement vrai en soi. Il ne fait aucun doute que les sensibilités politiques de la communauté noire en général sont bien plus à gauche que celles qui sont communes au reste de la société américaine. Il est vrai qu'une des raisons pour lesquelles Jesse Jackson a pu adopter son programme au ton radical tenait à ce que sa stratégie électorale impliquait que l'accent soit porté, de façon presque exclusive, sur la communauté noire et qu'il n'était pas nécessaire de s'adresser à l'électorat blanc bien plus conservateur.

Par contre, il est trompeur d'en conclure, comme le fait Marable, que le mouvement électoral noir sous la direction de la classe moyenne constitue une force puissante en faveur des réformes. Même si le Parti démocrate avait adopté des éléments importants du programme radical de Jackson lors de sa convention, cela n'aurait fait aucune différence : on ne compte plus les plateformes tout-à-fait radicales que le parti a adoptées par le passé, mais faute de mouvements de masse agissant efficacement pour « s'assurer de l'honnêteté du parti », elles restèrent lettre morte.

²² Marable, « Paradox of Reform », pp. 24-25.

De fait, pendant les années 1970, les majorités du Parti démocrate, qui s'étaient par écrit à réformer, ont conservé le contrôle du Congrès sans effet perceptible. Pour que ceci soit parfaitement clair, il suffit de se référer au fait évident que ce que Manning Marable considère comme une social-démocratie noire – les politiciens noirs avec leur programme de gauche et des « mouvements » électoraux de masse – ont occupé pendant au moins une décennie plusieurs positions de pouvoir, mais ils n'ont pas fait grand-chose pour défier les pouvoirs en place ou pour aider les masses noires. En témoignent toutes les villes dont les maires sont noirs, y compris ceux qui portaient un discours de gauche, comme Richard Hatcher et Harold Washington. Des partis sociaux-démocrates ont bien été au pouvoir dans un certain nombre de pays un peu partout dans le monde entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, mais tout ce qu'ils ont offert à leurs classes ouvrières fut une réduction des services publics et une hausse du chômage. En confondant l'électoralisme et la recherche d'un programme avec la construction du mouvement, Marable perpétue le mythe qu'être élu correspond à prendre le pouvoir, et qu'il existe un raccourci pour la tâche longue, ardue et redoutable de reconstruire les mouvements.

VIII. De la part équitable à l'austérité : l'échec du corporatisme et l'ouverture à droite

Pendant les années 1970 et au début des années 1980, les forces officielles du réformisme sont devenues progressivement de plus en plus réticentes à combattre le capital. Elles savent très bien que le ralentissement de l'économie est en dernière analyse une crise de rentabilité, et que ce n'est pas sans conséquences sur leurs propres perspectives stratégiques. De 1965 à 1973, le taux de rentabilité de l'investissement a chuté de 16 % à 9 %, et il a diminué plus encore depuis²³. En premier lieu la crise de rentabilité exprime la crise durable de l'économie internationale – une crise qui a touché toutes les nations capitalistes. Mais il est également vrai qu'à long terme la crise internationale s'accompagne d'un déclin relatif du rythme de croissance des forces productives et de l'accumulation du capital aux États-Unis, ce qui a des conséquences majeures sur la politique de la classe ouvrière. Il suffit de remarquer que sur une longue période, entre 1950 et 1976, le taux de croissance de la productivité aux États-Unis fut en moyenne de 2,8 %, contre 5,4 % en Allemagne, 5 % en France et 8,3 % au Japon. De même, toujours sur cette période, les États-Unis consacraient 17,8 % de leur PIB à l'équipement industriel, contre 24,3 % pour l'Allemagne, 23,2 % pour la France et 33 % pour le Japon²⁴. Les chiffres sont peut-être encore plus défavorables aux États-Unis dans la période récente.

Les forces officielles du réformisme sont parfaitement conscientes que ces chiffres illustrent un recul considérable de la compétitivité de l'économie américaine et correspondent précisément à un recul de son attractivité pour l'investissement. La diminution de l'efficacité relative du système productif américain signifie que les coûts de production relatifs, en particulier dans l'industrie, ont continué à augmenter. La conséquence, comme beaucoup le savent, est un désinvestissement accru, une fuite massive de capitaux, en particulier sous forme de prêts, et une préférence pour la finance sur à l'industrie. Cette tendance a connu son apogée ces dernières années, puisque de larges sections de ce qui fut le cœur industriel de l'économie américaine – sidérurgie, automobile, textile, électronique grand public, machines-outils... – sont entrées dans une crise grave

Dans un contexte de crise internationale, ces tendances obligèrent les forces réformistes officielles à réévaluer radicalement l'économie politique keynésienne qui constituait leur religion officielle tout au long de l'expansion d'après-guerre. Vers la fin du gouvernement Carter, le déficit budgétaire était perçu non seulement comme inflationniste mais aussi comme moins apte à générer des créations d'emploi. Tout aussi important, les programmes de gouvernement qui proposaient de redistribuer le

²³ Dale N. Allman, « The Decline in Business Profitability », *Federal Reserve Bank of Kansas City Economic Review*, janvier 1983.

²⁴ Riccardo Parboni, *The Dollar and its Rivals*, 1981, p. 93 ; Ira C. Magaziner et Robert B. Reich, *Minding America's Business*, 1982, p. 45.

revenu du capital apparurent de plus en plus contre-productifs. Même les directions « de gauche » des syndicats, les organisations noires et l'aile libérale du Parti démocrate en sont venues à croire que forcer le capital à fournir des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail ou plus de services publics est susceptible d'aggraver les choses, de nuire à la compétitivité et de générer des réticences à l'investissement. Attachées à une idéologie de la « part équitable » dans le capitalisme, les forces du réformisme, à la fois de gauche et de droite, ont accepté l'austérité lors du ralentissement économique, alors qu'en période de croissance ils revendiquaient une plus large part du gâteau.

Les conséquences politiques durables de ce changement de perspective sont inquiétantes. Ne souhaitant pas déclencher une offensive contre le capital, les forces officielles de la réforme se sont rapidement converties, dans le but de sauvegarder leurs positions et celles de leurs adhérents, à l'élaboration de stratégies visant à aider « leurs propres » capitalistes à protéger leurs profits. Ils ont cherché à nouer des partenariats tripartites avec les entreprises et avec les gouvernements afin de déclencher de vastes efforts de coopération pour protéger l'économie américaine et pour restructurer entièrement. Conformément à cette stratégie, les directions ouvrières prirent position, de façon de plus en plus consensuelle, en faveur du protectionnisme pour l'industrie américaine. De plus, en coopération avec certains représentants minoritaires du capital – comme par exemple le banquier d'affaires Felix Rohatyn – ils furent les apôtres de ce qui est maintenant connu sous le nom de « politique industrielle », et qui désigne un fourre-tout de programmes encourageant la planification et l'investissement dans de nouvelles industries. Dans les entreprises, ils placèrent les dirigeants ouvriers aux conseils d'administration des entreprises, tout en commençant à accepter de plus en plus fréquemment les propositions patronales de partage du profit. Enfin, dans les usines, ils sont devenus partisans des programmes de soi-disant Qualité de la vie au travail [*Quality of Worklife*] (QWL), qui visaient à accroître la participation ouvrière à l'augmentation de la productivité.

Dans le même temps, les politiciens libéraux, de moins en moins nombreux, avec l'approfondissement de la crise, à revendiquer au gouvernement une amélioration des programmes sociaux, échouèrent systématiquement à montrer comment les capitalistes pourraient supporter les coûts naturellement élevés. Ce faisant, ils contribuèrent à discréditer à l'avance toute nouvelle offensive en faveur de réformes. Au cours des vingt dernières années, aucune section de l'appareil réformiste ne leva le petit doigt pour s'opposer à la diminution spectaculaire et durable de l'impôt sur les sociétés²⁵. En outre, depuis le début des années 1970, la classe ouvrière a dû accepter une baisse considérable de son revenu disponible : aujourd'hui les travailleurs perçoivent un revenu horaire (salaires moins impôts) environ 20 % inférieur à celui qu'ils percevaient en 1972-1973, et à peu près le même montant qu'en 1961²⁶. La grande majorité des travailleurs en sont venus à supposer qu'ils devraient payer eux-mêmes pour toute amélioration des services sociaux gagnée au Congrès, si bien que beaucoup d'entre eux ont renoncé à se défendre en luttant pour des réformes et ils ont cherché à améliorer leur condition en essayant de réduire les impôts. À cet égard les propositions 13 en Californie et 21/2 au Massachusetts^v étaient typiques.

Le tournant de plus en plus désespéré des dirigeants réformistes vers des solutions patronales pendant les années 1970 et au début des années 1980 est compréhensible si l'on tient compte de leur refus absolu d'affronter le capital, pourtant il s'est avéré totalement autodestructeur. En insistant à la fois sur l'impossibilité de résister avec succès aux employeurs et sur le caractère contre-productif de toute résistance efficace, les forces officielles de la réforme n'ont fait que confirmer les conclusions tirées par les travailleurs eux-mêmes, à partir d'une expérience longue de dix ans faite à la fois de défaites face aux employeurs et de compétitivité déclinante de l'industrie américaine. À partir de là, en défendant des politiques qui conduisent objectivement les travailleurs à se conformer

²⁵ Voir Joseph A. Pechman, *Who Paid the Taxes, 1966-1985?*, 1985, en part. chapitre 5.

²⁶ Samuel Bowles ed., *Beyond the Wasteland*, 1983, p. 25. Les salaires horaires (avant impôts) sont aujourd'hui environ 10 % inférieurs à ce qu'ils étaient en 1972.

^v Ces deux propositions ont réduit les impôts fonciers.

au capital et de fait à entrer en conflit avec d'autres groupes de travailleurs, elles ont démontré l'inadéquation croissante de stratégies fondées sur l'organisation collective de la classe ouvrière et, en retour, l'utilité décroissante de leur propres organisations. Il est ironique de constater que, dans la mesure où les directions syndicales ont transformé leurs propres organisations d'armes de la lutte de classes en instruments de collaboration dans la production, elles furent à cet égard moins en capacité d'affirmer leur propre place dans ces arrangements corporatistes avec lesquels elles avaient espéré gérer la crise aux côtés des employeurs. N'étant soumis à aucune pression pour accepter les syndicats comme partenaires, rien n'empêche les employeurs de les contourner ou de les détruire – et c'est ce qu'ils font, avec un succès croissant, depuis l'accession de Reagan à la présidence.

En fin de compte, dans la mesure où les stratégies d'auto-défense de classe sont devenues moins envisageables et où les alternatives collaborationnistes sont apparues toujours plus inévitables, les travailleurs ont naturellement adopté les conceptions idéologiques qui donnent du sens à ce qu'ils font effectivement²⁷. Dans la mesure où les travailleurs ont défendu le protectionnisme, ils se sont alliés avec leurs propres capitalistes contre les travailleurs du monde entier. En outre, dans la mesure où ils ont participé – au niveau de l'État, de l'entreprise ou de l'usine – à des arrangements coopératifs pour améliorer la productivité, ils aident en fait leurs propres employeurs à défaire des travailleurs d'autres endroits. Dans la mesure où les travailleurs se sont rangés en faveur des baisses d'impôt, ils s'associent inévitablement aux attaques contre les niveaux de vie de ceux qui dépendent des allocations et autres services sociaux, principalement les Noirs et les femmes. Dans la mesure où les travailleurs défendent leurs propres positions – d'une manière « indifférente à la couleur » et « indifférente au sexe » - en défendant la liste d'ancienneté contre la discrimination positive, ils s'en prennent encore aux Noirs et aux femmes, d'une autre manière. Nombreux sont parmi les travailleurs ceux qui tentent de défendre leurs positions avec ces méthodes, sans avoir pour autant l'intention d'en faire bénéficier leurs employeurs ni de faire des gains aux dépens d'autres travailleurs. Pourtant, c'est ce qu'ils font de fait. Leurs actions sont en effet chauvines, racistes et sexistes. Il est donc inévitable qu'ils soient ouverts à des conceptions du monde réactionnaires qui rationaliseront leurs pratiques.

Au bout du compte, ces travailleurs ne voyant plus de fondement pratique pour la défense collective de leurs propres existences, ils ne peuvent pas s'empêcher de percevoir le monde comme une lutte concurrentielle soumise à la loi de la jungle et, par conséquent, ils en viennent à considérer plus attirantes ces idéologies religieuses pro-famille et fondamentalistes qui font de cette perception leur point de départ. Quelle que soit l'oppression générée par la famille patriarcale, elle peut toujours, avec une certaine conviction, offrir certaines relations qui demeurent toujours intactes, qui ne sont ni marchandes, ni fondées sur la concurrence commerciale – c'est-à-dire entre mari et femme et entre parents et enfants. Par conséquent, elle peut avec une certaine légitimité offrir la réalité d'un « paradis (non capitaliste) dans un monde (concurrentiel) sans cœur ». Il va sans dire que dans la mesure où une telle vision du monde – comme inévitablement composé de familles se livrant une concurrence acharnée – peut convaincre, cette promesse de communauté portée par les sectes chrétiennes fondamentalistes s'avérera d'autant plus séduisante.

De Mitterrand à Le Pen à...

L'évolution allant du réformisme à la montée de la droite, en passant par la restructuration du capitalisme d'entreprise, n'est malheureusement pas une simple prédiction. De la fin des années 1970 au début des années 1980, elle s'est incarnée – et elle s'incarne à présent – de plusieurs manières dans l'ouest capitaliste, en particulier dans certaines des régions qui ont fait l'expérience de la social-démocratie la plus aboutie lors de la première étape de la crise économique mondiale. En

²⁷ Pour l'analyse qui suit, voir Johanna Brenner et Robert Brenner, « Reagan, the Right and the Working Class », *Against the Current*, n°1, hiver 1981 ; « The Right Wing and the Working Class », *Against the Current*, n°1, été 1981.

juin 1981, le Parti socialiste de François Mitterrand accédait au pouvoir avec une victoire électorale retentissante qui lui accordait une majorité parlementaire massive et un contrôle absolu sur le pouvoir exécutif pendant sept ans. Dès le début les socialistes s'engagèrent dans une version assez radicale du programme social-démocrate traditionnel : relance keynésienne, légères augmentations des aides sociales et plans ambitieux de modernisation économique avec intervention de l'État et nationalisation. Quelques mois après leur accession au pouvoir, la tentative des socialistes de mettre en œuvre leur programme avait conduit à une inflation galopante, une fuite massive de capitaux, une hausse en flèche des importations, l'effondrement de la balance des paiements, ainsi que la stagnation de l'investissement et de la croissance. Le résultat fut qu'en moins d'un an, les socialistes avaient abandonné leur programme de réforme, dévalué le franc deux fois, et engagé un programme d'austérité violent marqué par une rigueur fiscale sévère et de lourdes coupes dans les services publics. Aujourd'hui les travailleurs de France connaissent les niveaux de chômage les plus élevés depuis la Grande dépression, ce qui est aggravé par l'effondrement des programmes sociaux du gouvernement. Dans le même temps, dans le but de neutraliser les effets désastreux de ses propres politiques sur ses électeurs ouvriers, le gouvernement chercha à faire porter autant que possible le poids de la crise sur les travailleurs immigrés invités, tout en tenant de distraire la population avec des polémiques sur la Guerre froide et avec des aventures impérialistes.

Leurs partis politiques et leurs syndicats étant impliqués dans ce qui fut effectivement une expérience totale de modernisation capitaliste, les travailleurs furent sans surprise obligés de repenser leurs perspectives politiques. Leurs partis traditionnels et leurs syndicats ayant tourné en dérision les stratégies de classe, collectives, d'auto-défense, il n'est guère surprenant qu'ils soient de plus en plus nombreux à se tourner vers les forces politiques qui apporteront des rationalisations idéologiques cohérentes aux stratégies collaborationnistes de classe et individualistes auxquelles ils ont été forcés de croire. Est-il vraiment surprenant que Le Pen et son fascisme à peine dissimulé ait émergé des décombres de l'expérience Mitterrand de transformation capitaliste sous le socialisme ? Les partisans américains d'une social-démocratie revitalisée à partir de la social-démocratie elle-même croient-ils qu'avec les faibles homologues américains de Mitterrand et leurs perspectives réformistes encore plus faibles, ils obtiendront de meilleurs résultats que ceux auxquels sont parvenus les socialistes français par l'action ?

Notes : Je tiens à remercier le comité de rédaction de *Against the Current* pour ses suggestions et ses critiques de versions antérieures de cet article. Je dédie cet article à la mémoire de Steve Zeluck (1922-1985)

Problème de parenthèse p. 14 (16 ?)

p. 20 « direction noire petite-bourgeoise » au lieu de « direction noire bourgeoisie »

p. 27 : italique à « *have to make sacrifices* »

Absence de chapitre VII

p. 36 : 'less likely' au lieu de 'likely'